THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

ECONEWS

The Chambers' Newsletter Numéro 94 July 2019

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Publication «CCIA-BML»

Stéphane Attali s'en est allé. L'ESA et le Liban perdent un grand homme et un dirigeant hors pair

C'est avec une immense tristesse que nous avons appris le décès de Stéphane Attali, le directeur général de l'ESA, parti le 2 juillet des suites d'une longue maladie. Diplômé de l'Université Paris-Dauphine et de l'Institut d'Études Politiques de Paris et de Sciences Po, ce visionnaire au grand cœur dirigeait depuis 2009 cette grande école de management dédiée à la formation des cadres et dirigeants du Liban et du Moyen-Orient en y insufflant un vent d'optimisme, de bienveillance et de renouveau continus. Monsieur Attali était également président du Meref – CCI France Liban, créé en avril 2008 à l'initiative de chefs d'entreprises français et libanais, avec l'appui de la mission économique de l'ambassade de France au Liban. En octobre 2018, Stéphane Attali avait été décoré par l'ambassadeur de France au Liban, Bruno Foucher, chevalier dans l'ordre national français du Mérite, et par le président Michel Aoun, de la Médaille d'Or de l'Ordre du Mérite de la Santé libanaise. La Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban au complet, avec à sa tête son président, le ministre des Télécommunications, Mohamed Choucair, pleurent aussi un grand ami et présentent leurs plus sincères condoléances à ses proches et à l'ESA. Au revoir et merci Monsieur Attali. Nous ne vous oublierons jamais.

13. Électricité : que prévoit le plan Boustani ?

11. Grogne sociale

17.L'été 2019 s'annonce encourageant pour les professionnels du tourisme

19. L'activité commerciale toujours en berne

21. ICC Centenary Summit in Paris

24. The Economic City in Lebanon, Pole of attraction to China

EN FRANÇAIS

3. Actus du mois
5. Les banques à l'épreuve de CEDRE et d'une machine toujours en panne
7. Taxe spéciale de 2% à l'importation : quelles conséquences ?
9. 108e session de la Conférence internationale du travail de l'OIT
11. Grogne sociale
13. Électricité : que prévoit plan Boustani ?
15. Lancement du Prix Entrepreneur HEC
17. L'été 2019 s'annonce encourageant pour les professionnels du tourisme
19. L'activité commerciale toujours en berne

IN ENGLISH

21. ICC Centenary Summit in Paris
21. Deficits and Recovery
23. The Chamber of Tripoli-north lebanon on the National scene
27. The Chamber of Zahlé and Bekka
28. The Chamber of Saida and South Lebanon
29. PAM and OECD cooperation
31. Food Safety Risk Assessment
33. Planet Pillar: Life on Land
35. Lebanon in Figures
37. Trainings
38. Exhibitions, Conferences & Business Opportunities

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs ; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d'ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

LEBANON BUSINESS DIRECTORY

Your link between lebanese exporters and worldwide buyers

www.lebanonbusinessdirectory.com

Kindly update your visual communication materials
(company logo, branding, advertising pages in PDF format, interactive movie link)

CCIA-BML, Email: Led@ccib.org.lb

Benefit from our online services
Connect now to our digital platform
https://online.ccib.org.lb

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ACTUS DU MOIS

Coup d'envoi de la 24e édition de Project Lebanon

Le Premier ministre Saad Hariri a donné le 18 juin le coup d'envoi de la 24e édition du salon professionnel Project Lebanon dédié au secteur de la construction. L'événement s'est notamment tenu en présence des ambassadeurs, attachés commerciaux et autres invités de marque représentant l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni, la Grèce, la Pologne, la Chine, le Mexique, l'Égypte, la France, Chypre, l'Arabie saoudite, la Bulgarie, l'Ukraine, la Turquie, l'Inde, l'Iran, l'Indonésie et le Bangladesh au Seaside Arena à Beyrouth. Après le coupé du ruban, les invités de la cérémonie d'ouverture ont pu découvrir les sept pavillons de pays et les stands de sociétés locales et internationales. « Pas moins de 250 sociétés venues de 20 pays étaient représentées cette année et pas moins de 15 000 visiteurs étaient attendus au Seaside Arena », précise l'IFP, la société organisatrice de l'événement qui s'est poursuivi jusqu'au 21 juin.

Choucair et Boukhari discutent de la coopération libano-saoudienne

Le ministre des Télécoms, Mohamed Choucair, a reçu le 13 juin l'ambassadeur d'Arabie saoudite au Liban, Walid Boukhari. Les deux hommes ont abordé la coopération économique entre les deux pays. Le ministre a notamment mis en relief le soutien permanent de l'Arabie saoudite au Liban et il a vivement dénoncé les attaques successives contre le royaume saoudien.

Technologies de l'information : la CCFL organise une conférence à Paris

« Entreprendre dans les technologies de l'information et de la communication au Liban à partir de la France ». Tel était le thème de la conférence qui a été organisée par la Chambre de commerce franco-libanaise à l'hôtel des Arts et Métiers à Paris le 18 juin en présence de l'ambassadeur du Liban à Paris, Rami Adwan. Plusieurs diplomates, économistes et chercheurs, ainsi que des membres de la presse internationale et arabe ont assisté à cet événement. Salim Eddé, cofondateur de Murex et Béchara Raad, président de EI Technologies, intervenants hôtes de cette conférence, ont présenté leur parcours et les points forts de leurs « success stories ». Interrogé sur une éventuelle évolution du secteur de l'informatique et de l'e-business au Liban, Salim Eddé a souligné « la nécessité de réaliser des changements dans les infrastructures, dans le secteur de l'électricité et dans le domaine de l'enseignement en vue de doter le Liban d'une économie informatique moderne et performante basée sur une transformation profonde des réseaux Internet ». À son tour, Salim Eddé a expliqué : « Bien que le Liban se trouve dans une zone maudite, le Moyen-Orient, une zone tourmentée et agitée, (…) il faut vraiment continuer à avancer et il faudrait vraiment s'inspirer de qui a été fait ailleurs, ce qui a réussi dans des pays comme l'Irlande, et essayer d'appliquer ça au Liban ». Et d'ajouter : « L'État doit accompagner mais c'est le gros problème, nous avons un État faible, un pays où la notion d'État n'est pas très développée ». À son tour, l'ambassadeur Ramy Adwan a souligné que « les TIC sont aujourd'hui un atout majeur et un moteur qui pourrait attirer les investissements étrangers vers le Liban et a exhorté les investisseurs franco-libanais à jouer, à travers la CCFL, un rôle de premier plan dans ce domaine afin de drainer vers le pays du Cèdre ces investissements étrangers ».

Afiouni : « Nous aspirons à devenir une plateforme régionale pour les technologies »

Le ministre d'État aux investissements et à la technologie, Adel Afiouni, a affirmé le 17 juin que la croissance équilibrée et la décentralisation dans le domaine de la technologie étaient prioritaires pour son ministère et le gouvernement. Le ministre s'est exprimé à l'occasion de la Journée de la technologie et de l'innovation. Parrainé par Adel Afiouni, l'événement a été organisé à l'ESA par le Conseil libano-suisse pour les affaires en coopération avec l'ambassade de Suisse au Liban et

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

ACTUS DU MOIS

en présence de l'ambassadrice Monika Schmutz Kirgoz. Il a ajouté que le Liban et la Suisse avaient en commun le niveau d'éducation des jeunes et les capacités de ces derniers dans le domaine de la technologie. « Nous aspirons donc à devenir une plateforme pour la région dans ce domaine », a-t-il lancé. De son côté, la diplomate suisse a rappelé que l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) avait désigné en 2018 la Suisse pays le plus innovateur du monde. Outre l'éducation, la stabilité économique en Suisse constitue selon elle un facteur propice aux investissements des compagnies innovatrices.

Makram Sader décoré de la Légion d'honneur

Le président français a décerné la Légion d'honneur, au grade de chevalier, au secrétaire général de l'Association des banques du Liban (ABL). C'est l'ambassadeur de France au Liban, Bruno Foucher, qui a remis à Makram Sader les prestigieux insignes lors d'une cérémonie organisée en son honneur le 17 juin à la Résidence des Pins à Beyrouth. Plusieurs personnalités étaient présentes dont l'ancien ministre, cheikh Michel el-Khoury, président de la Société des membres de la Légion d'honneur au Liban (SMLH), et Joseph Torbey, président de l'ABL. Dans son discours, l'ambassadeur a mis l'accent sur les liens forts qui existent entre Makram Sader, établi depuis ses années universitaires à Grenoble, et la France et sur l'attachement de ce dernier à la langue française dont il est un fervent défenseur. « Vous contribuez, depuis plus de 30 ans, à la consolidation des relations entre les banques libanaises et françaises », a déclaré le diplomate. De son côté, Makram Sader a remercié chaleureusement la France pour la décoration qui lui a été décernée. Il a de même assuré qu'en dépit de la crise économique sévère le Liban pouvait encore être sauvé. « Tout d'abord par la réalisation des engagements du Liban à la conférence CEDRE et en corrigeant la mauvaise répartition des revenus qui influe négativement sur la croissance économique et la stabilité sociale », a-t-il affirmé.

L'activité des banques Alpha au ralenti fin mars

BANKDATA

Les 16 plus grandes banques du pays, dont les dépôts dépassent 2 milliards de dollars selon la classification de Bankdata Financial Services, ont vécu un premier trimestre marqué par « des conditions d'opération de plus en plus difficiles aux niveaux local et régional ». Les actifs cumulés de ces 16 établissements ont atteint 259,3 milliards de dollars, en hausse de 0,3% au premier trimestre. Bankdata précise que si les actifs des banques opérant au Liban ont progressé de 1,2% sur cette période, ceux de leurs filiales à l'étranger ont reculé de 5,3%, principalement en raison de l'impact sur leur bilan de la dépréciation de devises « sur certains marchés régionaux ». Les dépôts cumulés ont totalisé près de 185,50 milliards de dollars, en baisse de 1% sur la période (- 0,9% au niveau local et - 1,3% à l'étranger). Les prêts octroyés ont reculé de 3,9%, à 60,76 milliards (- 4,3% et - 2,8%), une tendance liée à la stratégie de « derisking » des banques, explique Bankdata qui relève une amélioration dans leur position de liquidités primaires (59,2% à fin mars contre 49,3% un an plus tôt). Les profits cumulés des 16 plus grandes banques se sont eux élevés à 486 millions de dollars (- 8,1% comparé à l'année dernière). Enfin, le rendement moyen sur actifs des établissements est passé de 0,90% à 0,75% en un an, contre un glissement de 9,58% à 8,85% pour le rendement moyen sur fonds propres.

PUBLICITÉ **Information tarifs**

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	21cm L x 30cm H	$ 1,000
Demi-page	21cm L x 14.5cm H	$ 600
Quart de page	9cm L x 14.5cm H	$ 400
Manchette bas de page	19cm L x 6cm H	$ 250

Diffusion: 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditerranéens, ambassades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.
Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb
Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.259 / 272

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Les banques à l'épreuve de CEDRE et d'une machine toujours en panne

Sasha Bustros

Hausse de la taxe sur l'épargne bancaire, croissance négative des dépôts, activité d'emprunt en panne, nécessité de financement de l'État, les banques locales sont sous forte pression, après des années de crises politiques et de croissance économique atone.

Après une année difficile en 2018, le secteur bancaire peine à remonter la pente cette année en dépit de l'amélioration relative du climat politique - après la formation fin janvier d'un nouveau gouvernement – et des perspectives économiques plus optimistes, sur fond de lancement des réformes promises par le Liban lors de la conférence CEDRE.

Pour cause : une croissance économique encore chancelante - prévue d'atteindre seulement 1,3% en 2019, selon le FMI - mais aussi des réformes budgétaires ciblant le secteur bancaire, alors que les appels à un financement de l'État à un taux réduit se font pressants et risquent d'accroître davantage la pression sur les banques locales.

Dans le dernier rapport sur les banques Alpha publié par Bankdata Financial Services - qui publie les résultats des 16 premières banques au Liban aux dépôts supérieurs à 2 milliards de dollars -, le constat d'une pression accrue paraît assez évident : les actifs consolidés de ces banques ont augmenté de seulement 0,3% au premier trimestre de 2019 pour atteindre 259,3 milliards de dollars fin mars. Les dépôts consolidés se sont eux contractés de 1% sur les trois premiers mois de l'année.

Quant aux prêts consolidés, ils ont baissé de 3,9% au premier trimestre - en raison notamment d'une stratégie prudente adoptée par les banques - à l'heure où la qualité des actifs bancaire continue de se détériorer.

Les créances douteuses ont en effet augmenté de 1,4% au premier trimestre pour atteindre 6,1 milliards de dollars fin mars, selon Bankdata Financial Services, soit 9,4% du total des emprunts accordés par les banques, contre 8,9% fin décembre.

Financement de l'État : Moody's met en garde

Ces résultats modestes ou négatifs pour un secteur ayant longtemps affiché des taux de croissance à deux chiffres découlent d'années de crises politiques à répétition ayant porté un coup à la croissance économique et propulsé les taux d'intérêts à des pics historiques.

Une situation doublée par une hausse de la taxe sur l'épargne bancaire, d'abord de 5% à 7% en 2017 pour financer la nouvelle grille des salaires, et celle imminente de 7% à 10% dans le cadre des réformes budgétaires visant à doper les recettes de l'État.

Cela a dissuadé davantage les investisseurs de placer leur argent dans des dépôts au Liban.

Par ailleurs, les années 2011 à 2018 ont vu le déficit public culminer à des pics historiques, ce qui a augmenté les besoins de financement de l'État, dont les banques sont les premiers créanciers.

Le risque souverain augmentant, les banques ont ainsi été entraînées dans la spirale. Celles-ci détiennent 16 milliards de dollars d'eurobonds à l'heure actuelle, en sus de la dette en livres.

Dans une note récente, l'agence internationale Moody's a d'ailleurs mis en garde contre l'éventuelle participation des banques à une prochaine émission par l'État libanais de bons du Trésor d'une valeur

▶▶

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

prévue de 7,3 milliards de dollars à un taux symbolique de 1%.

Moody's a indiqué qu'une telle souscription affecterait la profitabilité des banques, déjà mise à rude épreuve par « des coûts de ressources plus élevés et des hausses de taxes significatives ».

Le coût moyen d'un dépôt bancaire ayant atteint 8,6% en avril 2019, contre 6,6% un an plus tôt, un investissement dans des obligations rémunérées à hauteur de 1% impliquerait un différentiel d'intérêt de plus de 7 points de pourcentage.

Si les banques Alpha venaient ainsi à souscrire à 50% du montant global de l'émission de dette prévue, le retour sur leurs actifs baisserait de 1%, a prévenu Moody's.

L'activité d'emprunt en berne

Prudence exige, les banques hésitent à participer à cette souscription alors qu'elles rechignent déjà à octroyer des crédits au secteur privé dans un contexte de faible croissance, de recul du pouvoir d'achat et de craintes encore vives d'un nouveau round d'instabilité.

Les banques locales appréhendent notamment qu'une ouverture précoce des vannes ne provoque, en cas de retournement de situation, une importante hausse des créances douteuses - lesquelles ont déjà augmenté durant les premiers mois de 2019 - aux conséquences indésirables aussi bien pour le secteur bancaire que pour l'économie entière.

Du côté de la demande, l'heure est aussi à l'attentisme, en raison des taux d'intérêts actuels, peu incitatifs à l'emprunt.

En avril, le taux moyen sur les prêts en livres s'élevait à 10,7%, contre moins de 9% un an plus tôt, tandis que les crédits en dollars étaient assortis d'un taux moyen de 9,3%, contre 7,8% en avril 2018.

Conséquence : le portefeuille des prêts accordés aux individus et aux entreprises privées s'est contracté de 4,1% depuis fin 2018, à 57 milliards de dollars fin avril, selon les chiffres les plus récents.

> LES CRÉANCES DOUTEUSES DES BANQUES ALPHA ONT AUGMENTÉ DE 1,4% AU PREMIER TRIMESTRE

Avec un ratio crédits/dépôts de 33% - un plus bas depuis huit ans -, les banques bénéficient toutefois d'une force de frappe suffisante pour relancer l'activité d'emprunt une fois les conditions politiques et macroéconomiques devenues plus favorables.

Cette marge de manœuvre est d'autant plus importante que le déblocage conséquent des montants promis à CEDRE - 11,6 milliards de dollars au total – pourrait enclencher une dynamique vertueuse.

Du côté des dépôts, la tendance reste négative même si certains déposants sont alléchés par les taux d'intérêt actuels.

Fin avril, les dépôts ont ainsi reculé de 1% sur une base annuelle. La méfiance est toujours de mise chez les déposants, marqués sans doute par des mois de craintes d'une dévaluation de la monnaie locale. Preuve d'une attitude toujours prudente, le taux de dollarisation des dépôts s'élevait à 70,9% fin avril – un plus haut depuis dix ans.

Légère baisse des taux d'intérêts

Signe néanmoins d'une baisse à l'heure actuelle du risque souverain et de la pression sur la livre, les taux d'intérêt en monnaie locale ont diminué ces dernières semaines, suite à une tendance haussière amorcée fin 2017 après la démission surprise depuis Riyad du Premier ministre Saad Hariri et consacrée en 2018 sur fond de crise gouvernementale et d'incertitudes persistantes.

Les taux d'intérêt sur les dépôts en livres ont en effet reculé en avril à 8,6% en moyenne, contre 9,2% en février et sont restés relativement stables sur les dépôts en dollars, à 5,6% en moyenne au cours de la même période.

Si elle venait à se confirmer durant les prochains mois, cette baisse des taux d'intérêts devrait stimuler la demande de crédits et par conséquent contribuer à la hausse des investissements et de la croissance économique.

Niveau de liquidité solide

Enfin, en dépit des contretemps et de la pression subie par les banques, celles-ci continuent de maintenir des niveaux de liquidité sains.

Le ratio de liquidité primaire en devises/dépôts en devises a, en effet, atteint 57,6% à la fin du premier trimestre, reflétant la résilience des banques face à de potentiels retraits de dépôts.

Avec des ratios de liquidité supérieurs à la moyenne des pays appartenant à la même catégorie que le Liban, ainsi que des ratios de capitalisation toujours favorables, le secteur bancaire, certes sous pression, reste assez armé pour résister à tout éventuel nouveau choc exogène.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Taxe spéciale de 2% à l'importation : quelles conséquences ?

Roger Khayat

Dans le programme de réduction des dépenses et majoration des recettes, le gouvernement a imposé une taxe douanière de 2% sur l'ensemble des produits importés à l'exception des produits de première nécessité qui n'ont pas d'équivalent dans la production libanaise et/ou qui ont un grand intérêt écologique, comme la voiture électrique.

Cette taxe, à l'origine de 3%, réclamée par le ministre de l'Économie, Mansour Bteich, a suscité les critiques de plusieurs partis politiques, associations professionnelles, et même de pays étrangers liés au Liban par des accords commerciaux. Cette taxe fait partie de la réforme fiscale exigée par les bailleurs du programme CEDRE. Les grèves qui sévissent dans des milieux qui n'ont jamais connu la protestation, Université libanaise, magistrature, armée, prouvent qu'il n'y a pas de mesures faciles.

À situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles

Ce n'est ni à la Banque mondiale ni aux pays qui ont offert leur soutien au Liban lors de la conférence CEDRE organisée à Paris en avril 2018 qu'il faut expliquer la gravité de la situation économique au Liban, encore moins aux Libanais eux-mêmes. Oui, ces taxes constituent un coup de canif dans la politique d'ouverture prônée par l'État libanais depuis l'an 2000. Mais cette politique a-t-elle tenu ses promesses ? Oui, elles constituent une entorse aux accords commerciaux. Mais comment qualifier un accord qui soutient le double déficit ?

L'impact du commerce extérieur

Les nations ont lutté un demi-siècle pour imposer le GATT[1], fondateur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dont la mission est l'ouverture économique la plus large possible, censée accélérer le progrès économique et social. Le champion du GATT, les États-Unis d'Amérique, mettent aujourd'hui en doute la faisabilité de l'ouverture telle qu'elle est pratiquée. Le moins que l'on puisse dire est que l'OMC est en crise. Le fondement de cette crise réside dans l'emploi.

> « L'IMPOSITION D'UNE TAXE DE 2% À L'IMPORTATION SE RÉPERCUTE D'ENVIRON 1% SUR LE PRIX À LA VENTE. IL SE PEUT MÊME QUE DES COMMERÇANTS NE L'APPLIQUENT PAS DANS LA CONCURRENCE. EN PRINCIPE, UNE TAXE DOIT ÊTRE RÉCUPÉRÉE, MAIS NON SERVIR DE BASE À UNE PLUS-VALUE. L'APPLICATION ÉVENTUELLE DE TAUX SUPÉRIEURS À 1% INDIQUE LA NATURE OLIGOPOLISTIQUE DU MARCHÉ LIBANAIS. »

L'ouverture apporte en général deux avantages économiques notables : l'optimisation des ressources et la rationalisation de la production. Le progrès dans le monde durant les dernières décennies fut incontestablement lié à ces deux facteurs. À la faveur de l'ouverture, les entreprises ont eu la latitude d'importer leurs matières premières là où elles obtenaient le meilleur rapport qualité/prix et de délocaliser la production vers les sites les plus efficaces. Le résultat fut une augmentation de la productivité dans les pays industriels bénéficiaires de cette amélioration et dans les pays émergents qui assurent la sous-traitance. Est-ce que cette productivité accrue s'est traduite en progrès social ? Ce fut le cas dans les pays qui avaient une politique de redistribution des revenus. C'est pourquoi de grands économistes dans le monde stigmatisent l'explosion des « inégalités de revenus » même dans les pays les pays avancés[2].

Ce qui nous concerne en particulier, c'est le déficit commercial et son implication sur l'emploi. En général, l'État veille à l'équilibre de la balance des paiements sans se préoccuper outre mesure de ses composantes. Malheureusement,

1 General Agreement on Tarif and Trade
2 Voir sur YouTube Joseph Stiglitz, Paul Krugman, Thomas Piketty, à propos des inégalités de revenus.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

le déficit de l'exportation des biens et services se traduit par des emplois en moins dans le pays et une recrudescence du chômage des jeunes, et donc de l'émigration. Par ailleurs, quand l'équilibre de la balance des paiements comprend de simples placements à la faveur de taux d'intérêt rémunérateurs obtenus sur une place fiable qui accorde le secret bancaire, les conditions peuvent changer, notamment dans le pays d'origine, et le flux monétaire se tarir. La crise devient inévitable.

La dynamique de l'emploi

En plus de contribuer au PIB, la création naturelle d'emplois concoure à équilibrer l'offre et la demande de travail et à coordonner le progrès social avec la croissance économique. On constate généralement une hausse rampante des salaires et/ou une appréciation de la monnaie. L'application d'un indice de vie chère vient parfois corriger les distorsions et souvent exprimer un rapport de force, mais l'essentiel du progrès est déjà assuré par les forces du marché. Comme l'avènement d'un chômage élevé et permanent réduit la croissance en même temps qu'il gonfle les inégalités de revenus en préparation de la crise.

Ces déséquilibres, exprimés par un chômage excessif et/ou l'exacerbation des inégalités, ou tout simplement le retour des crises économiques, ont accompagné l'ouverture et le progrès économique qui en fut le premier résultat. Ceci rappelle étrangement l'analyse de Clément Juglar[3]: « La prospérité est l'unique cause des dépressions ».

3 Économiste français du 19e siècle

> « IL FAUT REDYNAMISER LE SECTEUR PRIVÉ ET RÉACTIVER LA CRÉATION D'EMPLOIS POUR ASSIMILER LES JEUNES EN QUÊTE DE TRAVAIL ET LE TROP PLEIN DU SECTEUR PUBLIC. PARALLÈLEMENT, IL FAUT BIEN ENTENDU RÈGLEMENTER LE TRAVAIL DES ÉTRANGERS. »

On peut imaginer, du fait des avantages qui résultent de l'ouverture, que la productivité des pays bénéficiaires va s'améliorer, et par conséquent que les salaires vont augmenter et/ou la monnaie s'apprécier. Mais il se peut qu'une nation, capable de geler les salaires, préfère empêcher l'appréciation de sa monnaie, réaliser des excédents commerciaux et les traduire en « réserves monétaires ou quasi monétaires ».

Comme on peut supposer, du fait des nécessités (reconstruction) et du hasard (laxisme du pouvoir), qu'une économie devienne incapable de générer les emplois nécessaires, autrement dit de se développer. Elle accuse le double déficit, les économies budgétaires réduisent les recettes, de plus en plus d'entreprises connaissent l'arrêt forcé. Au-delà, il est difficile de prévoir le développement de la crise.

Une analyse attentive du développement de la crise révèle que le facteur critique est la « productivité des entreprises ». C'est l'élément qui bat de l'aile depuis longtemps et qui s'est le plus détérioré ces derniers temps. Or il se trouve que la taxe de 2% sur les produits importés accorde une compensation modeste à la détérioration de la productivité locale. Le redémarrage de l'activité au Liban passe par la compensation de la perte de perte de performance des secteurs productifs.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

108e session de la Conférence internationale du travail de l'OIT

Marilyne Jallad

Présent à la Conférence du centenaire de l'OIT, Le Liban etait représenté par une délégation présidée par le ministre du Travail, Camille Abou Sleiman et composée de représentants du ministère, des employeurs (AIL, FCCIAL) et des employés (CGTL).

Ouverte à Genève le 10 juin, la 108e session de la conférence internationale du Travail de l'OIT s'est terminée le 21 juin par l'adoption d'une convention sans précédent, et de la recommandation qui l'accompagne, pour lutter contre la violence et le harcèlement dans le monde du travail, et d'une Déclaration traçant la voie vers un avenir du travail centré sur l'humain.

« Aujourd'hui, c'est une feuille de route que nous avons adoptée, une boussole pour nous guider vers l'avenir de cette organisation, parce que l'avenir du travail, c'est l'avenir de notre organisation », a déclaré le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder.

La Déclaration met notamment l'accent sur la nécessité de renforcer les capacités de tous à tirer parti des possibilités offertes par un monde du travail en mutation, de renforcer les institutions du travail pour assurer une protection adéquate à tous les travailleurs, et de promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et durable et le travail décent pour tous.

Voici certains des domaines d'action identifiés : « la concrétisation de l'égalité du genre en matière de chances et de traitement ; Un système efficace d'apprentissage tout au long de la vie et une éducation de qualité pour tous ; L'accès universel à une protection sociale complète et durable ; Le respect des droits fondamentaux des travailleurs ; Un salaire minimum adéquat ; La limitation de la durée du travail ; La sécurité et la santé au travail ; Des politiques qui favorisent le travail décent et accroissent la productivité ; ainsi que des politiques et des mesures qui permettent d'assurer une protection appropriée de la vie privée et des données personnelles, et de relever les défis qui découlent des transformations associées aux technologies numériques, notamment le travail via des plateformes. »

Adoption de la Convention sur la violence et le harcèlement dans le monde du travail

Environ 6 300 délégués, représentant les gouvernements, les travailleurs et les employeurs de 178 des états membres de l'OIT, ainsi que des organisations non gouvernementales nationales et internationales en qualité d'observateur, ont participé aux deux semaines de travaux de la CIT.

La Convention sur la violence et le harcèlement, 2019, et la Recommandation sur la violence et le harcèlement, 2019, ont été adoptées par les délégués lors de la dernière journée de la Conférence internationale du Travail du centenaire, à Genève. La Convention a reçu 439 votes en faveur, sept contre et 30 abstentions. La Recommandation a été adoptée avec 397 voix pour, 12 voix contre et 44 abstentions.

Le Liban a d'ailleurs été un des pays signataires de cette Convention. Notons que le directeur général de la Chambre de commerce de Beyrouth, Rabih Sabra était présent durant toutes les discussions qui ont mené à son adoption.

Pour info, « les conventions sont des traités internationaux juridiquement contraignants qui peuvent être ratifiés par les états membres, tandis que les recommandations constituent des orientations non contraignantes. Les déclarations sont des résolutions que les états membres de l'OIT adoptent

Rabih Sabra.

pour faire une déclaration formelle faisant autorité. »

Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres s'est réjoui de l'adoption de cette convention qui s'accompagne d'une recommandation.

La convention reconnaît notamment que la violence et le harcèlement dans le monde du travail « peuvent constituer une violation des droits humains ou une atteinte à ces droits…, mettent en péril l'égalité des chances, sont inacceptables et incompatibles avec le travail décent ». Elle définit « la violence et le harcèlement » comme des comportements, des pratiques ou des menaces « qui ont pour but de causer, causent ou sont susceptibles de causer un dommage d'ordre physique, psychologique, sexuel ou économique ». Elle rappelle aux états membres qu'ils ont la responsabilité de promouvoir « un environnement général de tolérance zéro ».

La nouvelle norme internationale du travail a pour but de protéger les travailleurs et les employés, quel que soit leur statut contractuel, et inclut les personnes en formation, les stagiaires et les apprentis, les travailleurs licen-

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ciés, les personnes bénévoles, les personnes à la recherche d'un emploi et les candidats à un emploi. Elle reconnaît que « les individus exerçant l'autorité, les fonctions ou les responsabilités d'un employeur » peuvent aussi faire l'objet de violence et de harcèlement.

La norme couvre la violence et le harcèlement qui s'exercent sur le lieu de travail ; sur les lieux où le travailleurs est payé, prend ses pauses ou ses repas ou utilise des installations sanitaires, des salles d'eau ou des vestiaires; à l'occasion de déplacements, de voyages, de formations, d'événements ou d'activités sociales liées au travail; dans le cadre de communications liées au travail (y compris au moyen des technologies de l'information et de la communication); dans le logement fourni par l'employeur; pendant les trajets entre le domicile et le lieu de travail. Elle reconnaît aussi que la violence et le harcèlement peuvent impliquer des tiers.

À son tour, le directeur général de l'OIT, Guy Ryder a salué cette adoption. « Les nouvelles normes reconnaissent le droit de chacune et de chacun à un monde du travail sans violence ni harcèlement », a-t-il déclaré. « La prochaine étape consiste à mettre en place ces protections pour que nous créions un meilleur environnement de travail, plus sûr, plus décent pour les femmes et pour les hommes. »

En session d'ouverture…

Les dix chefs d'État qui se sont exprimés au deuxième jour de la session plénière, le 11 juin ont réaffirmé leur engagement vis-à-vis des principes de justice sociale de l'OIT et ont rappelé l'importance de relever les défis d'un monde du travail en pleine mutation.

La présidente de Géorgie, Salomé Zourabichvili, a notamment déclaré : « Il y a cent ans, en plein chaos, mais à l'aube d'un changement technologique et social rapide, le monde a vu la création de l'OIT. Cette institution avait pour mission d'aider le monde à se relever de la destruction et du désespoir infligés par la guerre, et de faire de la

Le ministre du Travail, Camille Abou Sleiman.

dignité humaine et de la justice sociale la force motrice de la réconciliation et du développement. Et elle l'a fait ».

La chancelière allemande Angela Merkel a pour sa part défendu : « Nous avons besoin de paix sociale, de conditions de travail équitables, nous devons préserver et respecter la dignité humaine. L'OIT a accompli beaucoup de choses – et je vous en félicite sincèrement – mais il reste beaucoup à faire. J'espère donc, et j'en suis convaincue, que ce qui a déjà été réalisé vous encouragera à travailler avec dynamisme et vigueur et à vous engager pleinement dans cette tâche et ce travail ».

À son tour, le président français Emmanuel Macron a exprimé avec force son soutien à la méthodologie tripartite de l'OIT. « Ce cadre peut se révéler exigeant, (...) il faut accepter que la prise de décisions prenne parfois plus de temps mais cela permet d'avoir des résultats solides ». Il a ajouté : « Refuser de se résigner, agir en responsabilité, bâtir pas à pas la solidarité internationale par le droit et le dialogue, voilà l'esprit de votre organisation, voilà la tâche à laquelle des générations et des générations se sont ici employées. (...) Un double héritage qui nous oblige et qui se poursuit ».

Le Liban se prononce en faveur d'un retour « volontaire » des refugiés syriens

Profitant de cette large et importante tribune, le Liban s'est aussi fait remarqué par le discours de son ministre du Travail axé sur « le retour volontaire » des refugiés syriens dans leur pays. Le ministre s'est exprimé au cours de la réunion du groupe de travail arabe, dont il était le président le 11 juin, en présence de ministres, d'ambassadeurs et des présidents et membres des délégations arabes présents à la conférence.

Camille Abou Sleiman a indiqué que « l'un des plus grands défis du Liban actuellement est la présence d'un nombre sans précédent de réfugiés syriens et ses conséquences sur le pays dans plusieurs domaines, notamment économiques », se prononçant en faveur d'un retour « volontaire » des réfugiés.

Ne mâchant pas ses mots, il a ajouté que « les déplacés syriens concurrencent désormais les Libanais qui cherchent un emploi, au moment où le phénomène de travail illégal s'aggrave, constituant un danger pour la sécurité économique et sociale ». Il a aussi défendu son pays en assurant que « depuis le début de la crise syrienne, le Liban n'a pas hésité à accomplir son devoir humanitaire envers les déplacés syriens qu'il accueille par respect des droits de l'homme et du droit humanitaire ».

Le responsable a enfin invité les parties concernées à « intensifier les efforts pour un retour sécurisé des déplacés syriens chez eux, car ce retour est la solution à la crise et assure la protection du Liban et sa pérennité ».

En marge de la conférence, il a notamment rencontré le 12 juin son homologue saoudien, Ahmad al-Rajhi. Les deux hommes ont discuté des relations entre le Liban et l'Arabie saoudite, mettant l'accent sur leur solidité. Le responsable libanais a également remercié l'Arabie saoudite pour « son accueil de milliers de Libanais et de leurs familles ».

Les résultats de la conférence «donnent à l'OIT les moyens de poursuivre son engagement au service de la justice sociale comme contribution à la paix dans le monde», a déclaré le Président de la Conférence, Jean-Jacques Elmiger, directeur des affaires internationales du travail au Secrétariat d'Etat à l'économie de la Suisse. «Rendons-nous à l'évidence, notre conférence va marquer l'histoire.»

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Grogne sociale

Les agents du secteur public seraient-ils plus nantis que ceux du secteur privé ? C'est du moins ce que l'on a pu observer ces dernières années. Mais la mise en place du budget 2019 semble réduire lentement certains des avantages disproportionnés alloués aux fonctionnaires.

Le conseil des ministres a tenu plusieurs séances destinées à réduire les salaires de la fonction publique et de l'ensemble des agents de l'État.

Le projet fait partie de deux séries de mesures destinées à baisser le déficit du budget de 11,5% du PIB à 7,65% et comporte deux grands volets : la réduction des salaires et les économies à réaliser sur les dépenses de fonctionnement.

Le projet a connu une très forte opposition de la part des bénéficiaires et subit plusieurs modifications au risque de dénaturer le texte initial. D'autres changements peuvent encore émaner du Parlement.

Pour le gouvernement, il n'est pas question de reculer sur la baisse du déficit qui constitue la principale réforme exigée par les bailleurs de fonds de CEDRE, la conférence internationale tenue en avril 2018 à Paris et au cours de laquelle Beyrouth s'est vu promettre 11 milliards de dollars pour restaurer ses infrastructures et relancer son économie.

Anomalies

L'opposition des corps de l'administration a poussé le gouvernement à dévoiler les anomalies de la structure des rémunérations héritées depuis la guerre civile et le partage confessionnel du pouvoir.

Ainsi beaucoup d'agents de l'État bénéficient d'allocations pour leur contribution à des commissions de travail. Celles-ci représentent un revenu bien supérieur à leur salaire de base. De sorte que beaucoup finissent ainsi par avoir un revenu supérieur à celui du président de la République. Le corps militaire et les forces de l'ordre bénéficient tous sans distinctions de la « mesure No.3 » qui accorde trois mois d'indemnité pour chaque année de service aux soldats. Quant aux compensations scolaires, certains corps se voient verser jusqu'à 15 000 dollars par an pour leurs enfants inscrits à l'université alors que d'autres, dans des postes équivalents, ne reçoivent que 1 300 dollars. La liste des privilèges de la fonction publique ne s'arrête pas là. Les fonctionnaires délégués à des réunions à l'extérieur du Liban voyagent par exemple en première classe.

> « POUR LE GOUVERNEMENT, IL N'EST PAS QUESTION DE RECULER SUR LA BAISSE DU DÉFICIT QUI CONSTITUE LA PRINCIPALE RÉFORME EXIGÉE PAR LES BAILLEURS DE FONDS DE CEDRE. »

Les caisses autonomes de maladie présentent des anomalies plus graves encore. Certaines accordent la première classe à leurs membres, d'autres sont moins généreuses, et toutes accordent des privilèges inconnus de la Caisse nationale de Sécurité sociale. Au niveau des régimes de fin de service, la disparité est plus grande encore. Alors que les employés du secteur privé ne sont jamais parvenus à obtenir une caisse de retraite, certains corps de l'État

▶▶

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

jouissent à la fois d'une indemnité et d'une retraite mensuelle équivalent à 85% de leur salaire, dont bénéficie de surcroît leur famille après eux.

En général, la remise en question des salaires de l'administration et des corps à la charge de l'État révèle une perte de productivité et/ou une hausse de revenus supérieure au gain de productivité dans la même période. En général, le problème est réglé par l'inflation et un léger glissement de la monnaie nationale. Le Liban connaît une carence de productivité quasi irrécupérable qui s'est accumulée depuis la fin de la guerre civile. Pour garder la parité de la livre, il paraît indispensable de se lancer dans des économies tous azimuts, dans l'espoir qu'une reprise économique prenne le relais.

Droits acquis

La résistance au projet s'est faite de toute part au nom des « droits acquis ». Cette notion est née de l'idée du partage équitable des revenus entre le capital et le travail. Le capital a toujours été organisé et pouvait de ce fait attribuer la part qu'il voulait aux travailleurs inorganisés. D'où la constatation faite au 18e siècle : « Le salaire est le revenu nécessaire à l'ouvrier pour se nourrir et nourrir sa famille ». Il ne peut augmenter à cause de la concurrence des travailleurs, il ne peut pas diminuer à cause de la concurrence des entrepreneurs.

La naissance du syndicalisme s'est accompagnée de la conscience de droits. Et les « droits acquis » sont devenus les droits intouchables qui concernent la part inaliénable des travailleurs.

Il faut peut-être distinguer le salaire des avantages auxiliaires auxquels l'agent a droit. Le tout va être défendu avec la dernière férocité. Cependant, si les salaires et autres avantages représentent le tiers du budget, cela ne sera jamais supérieur au service de la dette dont on n'arrive pas à justifier l'ampleur dans les réalisations faites dans le pays.

> « LA RÉMUNÉRATION DES FONCTIONNAIRES ET DES TRAVAILLEURS EST LA CHOSE LA PLUS IMPORTANTE DANS L'ORGANISATION D'UNE NATION ET NE DONNE PAS DROIT À L'ERREUR. »

Quel que soit le revenu, l'individu s'habitue à un rythme de vie qu'il peut difficilement modifier. Il va tout faire pour le maintenir. C'est une guerre perdue que de s'attaquer aux salaires. Les 340 000 agents de l'État les ont défendus comme un seul homme. En revanche, les avantages auxiliaires ont paru dans une large part injustes et inéquitables, et ont divisé les agents de l'État eux-mêmes. Une révision rationnelle et équitable peut (pouvait) être acceptée.

Une grille rationnelle

Il ne s'agit pas, bien entendu, de la grille votée pour des considérations électorales en 2017, laquelle a créé plus de déséquilibre dans l'administration ; mais de revenir à la grille que l'administration avait l'habitude de créer dans un esprit d'homogénéité dans toute l'administration et qui formait le plus clair du revenu des agents publics.

Celle-ci doit correspondre aux « standards de vie » auquel peut aspirer la nation et qui sont formalisés par le niveau général des salaires attribués dans l'activité économique.

Au Liban, les salaires du secteur privé ont toujours été supérieurs à ceux du secteur public, notamment parce la sécurité de l'emploi y est moindre et que les employés ne bénéficient pas d'avantages en matière de retraite, de santé et d'éducation des enfants. Aujourd'hui, ces derniers ont le sentiment que les agents de l'État sont mieux nantis qu'eux. À la moindre velléité de relance économique nous allons assister à des revendications sans fin.

La rémunération des fonctionnaires et des travailleurs est la chose la plus importante dans l'organisation d'une nation et ne donne pas droit à l'erreur.

Bienvenue à *ECO*NEWS

Enregistrez-vous et recevez gratuitement votre copie digitale.

Envoyer un email à :

Econews@ccib.org.lb

Indiquer s.v.p. vos prénom, nom, institution, adresse email, téléphone.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Électricité : que prévoit le plan Boustani ?

Retour sur les principaux points du plan de la réforme du secteur de l'électricité proposé par la ministre de l'Énergie et de l'Eau, Nada Boustani (CPL), et adopté en conseil des ministres le 8 avril.

Le plan Boustani prévoit plusieurs mesures qui permettront la construction de nouvelles centrales, la réhabilitation du réseau de distribution mais aussi le redressement du producteur national Électricité du Liban (EDL). Le plan prévoit en effet début 2020 une augmentation de 180% des tarifs des tarifs d'EDL, figés depuis 1994 et subventionnés depuis. Cette subvention, mais aussi les pertes techniques et non techniques occasionnées notamment par la vétusté des infrastructures du secteur de l'énergie ont fait d'EDL une entreprise déficitaire, continuellement dans le besoin de demander des avances du Trésor pour continuer à fonctionner et à acheter du carburant à ses fournisseurs internationaux (qui ont sensiblement augmenté).

Selon les chiffres du ministère des Finances, « le déficit d'EDL en 2018 est estimé à 1,8 milliard de dollars, tandis que son déficit cumulé atteint les 30 milliards de dollars ».

La baisse du déficit public étant l'un des principaux engagements pris par le Liban durant CEDRE afin de pouvoir bénéficier des onze milliards de dollars de prêts bonifiés promis par la communauté internationale, la réforme du secteur de l'électricité constitue aujourd'hui l'une des priorités de l'exécutif libanais, avec celle de l'assainissement des finances publiques et la lutte contre le gaspillage et la corruption.

La réforme est également cruciale afin d'améliorer la qualité de vie des Libanais. Car pour combler le déficit de la production d'EDL, les usagers au Liban, citoyens, entreprises, secteurs privé et public, sont contraints depuis la guerre civile de compter sur des générateurs privés, augmentant ainsi fortement leurs dépenses en factures mensuelles d'électricité.

Le plan Boustani a donc pour objectif final d'assurer une production de courant qui desservira progressivement tout le territoire libanais 24h/24h, accompagnée en parallèle d'une hausse des tarifs d'EDL dépendamment des catégories de consommation.

Nouvelles catégories de tarification d'EDL

Pour donner un aperçu des nouvelles tarifications qui entreront en vigueur en principe l'année prochaine et en se basant sur l'estimation d'EDL comme indiqué dans le rapport Boustani : concernant les 375 690 usagers de la première catégorie de tarification (la plus basse) qui consomment en moyenne 510 kWh/mois, la facture mensuelle d'EDL sera en moyenne de 110 744 livres (environ 74 dollars). Quant à la cinquième catégorie (la plus haute), qui concerne 38 843 usagers consommant en moyenne 2 150 kWh/mois, la facture mensuelle d'EDL sera en moyenne de 466 863 livres (environ 310 dollars) en 2020.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

« Si nous prenons en compte le fait que le plan Boustani planifie cette hausse des tarifs en même temps qu'une suppression immédiate du recours aux générateurs privés, la nouvelle facture d'EDL sera en réalité inférieure de 14,5% pour la première catégorie susmentionnée par rapport à la facture totale actuelle payée par les usagers, c'est-à-dire celle d'EDL et celle des générateurs », explique Kenza Ouazzani, journaliste économique au quotidien L'Orient-Le Jour. « La hausse des tarifs devrait donc avoir un impact positif direct sur le déficit d'EDL et par conséquent sur les finances publiques, puisque les transferts du Trésor à EDL pour combler ce déficit représentent le troisième poste de dépenses publiques », souligne la journaliste.

Des réserves sur les modalités d'attribution des appels d'offres

Pour assurer une hausse de la production, le plan Boustani prévoit aussi le lancement d'un nouvel appel d'offres pour la signature d'accords d'achat d'énergie à long terme. Les entreprises intéressées devront à la fois proposer une solution pour assurer une hausse de la production de 1 450 MW (mégawatts) supplémentaires à court terme (soit avant l'entrée en vigueur de la hausse des tarifs d'EDL et jusqu'en 2025) et une solution à long terme, à travers la construction de nouvelles centrales durables à Selaata (550 MW en 2023), Zahrani 2 (550 MW en 2023) et Hraiché (300 MW en 2024). « Le principal bémol concerne le flou entourant les modalités d'attribution de ces marchés par le ministère de l'Énergie et de l'Eau », indique Kenza Ouazzani. « Le gouvernement est allé à l'encontre des recommandations des bailleurs de fonds de CEDRE, mais aussi de la loi sur les partenariats public-privé (PPP) votée en 2017 par le Parlement, et de son engagement à créer une autorité de régulation sectorielle dans sa déclaration ministérielle, en décidant de confier la gestion de la procédure au ministère de l'Énergie et de manière moins certaine à la Direction des adjudications (DDA) », ajoute-t-elle. « La procédure jugée la plus transparente par les observateurs extérieurs aurait été celle menée par le Haut-Conseil pour la Privatisation et les PPP, mais il faut attendre de voir comment la ministre Nada Boustani va répondre à la décision du Conseil constitutionnel d'invalider partiellement la loi sur les licences de production de courant électrique, sans laquelle elle ne pourra exécuter son plan », conclut Kenza Ouazzani.

Le Conseil constitutionnel (CC) a partiellement invalidé la loi n° 129 du 30 avril 2019 supprimant ainsi un de ses paragraphes autorisant l'exécutif à déroger à la réglementation en vigueur. Le texte, qui prolonge pour trois ans la loi n° 288/2014 permettant à l'exécutif de délivrer des licences de production d'électricité à des acteurs du secteur privé, en attendant la création d'une autorité de régulation du secteur.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Lancement du Prix Entrepreneur HEC ou comment faire émerger des talents de l'univers Tech

Marilyne Jallad

Entrepreneurs en devenir ou en activité, vous avez jusqu'au 15 juillet pour participer à la première édition du Prix Entrepreneur HEC. Une initiative lancée main dans la main par HEC-Paris, l'Alumni des anciens d'HEC-Groupement Liban, L'Orient-Le Jour, l'ESA et Smart ESA et la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban qui offre 10 000 dollars au lauréat.

Naissance du prix

« Un groupe d'anciens d'HEC voulaient développer la marque HEC au Liban et, à leur tête, le président de l'Alumni d'HEC-Groupement Liban, Nicolas Boukhater. Ils sont passés me voir pour me proposer l'appui de l'OLJ comme partenaire de leur initiative », raconte le directeur général de L'Orient-Le Jour, Michel Hélou. « Il était logique que nous soutenions le Prix Entrepreneur HEC car c'est dans notre ADN à l'OLJ de mener un travail et une politique d'appui constant de la scène tech libanaise au Liban et à l'étranger, et surtout de contribuer à la faire émerger », poursuit le responsable.

Ensemble, main dans la main avec Nicolas Boukhater et bien entendu et avant tout avec le feu vert du président d'HEC Paris, Jean-Paul Vermès, grand ami du Liban et des Libanais, il s'est alors agi de trouver un partenaire académique de choix qui soit aussi un fervent défenseur de l'écosystème pour lancer le prix dédié aux jeunes entrepreneurs. « Notre choix s'est alors naturellement porté sur l'ESA qui porte en son sein l'incubateur Smart ESA et nous avons alors contacté son directeur Stéphane Attali ainsi que celui de Smart ESA, Jihad Bitar », explique Michel Hélou.

Ce choix était d'ailleurs dans la logique des choses car après avoir accueilli des centaines d'étudiants libanais sur son campus d'HEC à Jouy-en-Josas, l'ESA accueille désormais HEC-Paris à Beyrouth depuis 2017, date du lancement du Master en entrepreneuriat, en partenariat avec l'ESA, délivré entre les murs de son campus à Clémenceau.

Derrière le Prix Entrepreneur HEC, une grande famille d'initiateurs. Crédits : OLJ

« L'objectif de ce prix, assure le dirigeant est de former non seulement des entrepreneurs mais surtout de faire émerger des startups ». D'où l'idée de ce concours « ouvert à tous les entrepreneurs actifs ou en devenir, francophones ou anglophones, et à toute personne détentrice d'un projet d'entreprise ou en ayant déjà une ».

Cérémonie de lancement à l'ESA

« L'esprit d'entreprendre, au Liban, nous l'avons. Mais cet esprit ne suffit pas à lui tout seul. Il appartient aux institutions, aux pouvoirs publics libanais de l'encadrer, de le soutenir et de le faire fructifier », a déclaré Michel Hélou durant la conférence de lancement de ce prix qui s'est tenue à l'ESA le 14 juin, en présence notamment du ministre des Télécommunications et président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, Mohamed Choucair, du directeur académique de l'ESA, Maxence Duault, représentant le directeur Stéphane Attali, du président d'HEC Paris et vice-pré-

▶▶

sident de la Chambre de commerce d'Île-de-France, Jean-Paul Vermès et du président de l'Alumni des anciens de HEC-Groupement Liban, Nicolas Boukhater, etc.

Dans son allocution d'ouverture, Jean-Paul Vermès a évoqué une initiative alignée sur le partenariat « exigeant » qui existe entre l'ESA et HEC Paris. « Malgré toutes les contraintes que les entrepreneurs doivent affronter, dans ce pays comme ailleurs, la volonté d'entreprendre reste plus vive sans doute ici », a-t-il déclaré avant de saluer le Premier ministre Saad Hariri pour son soutien.

Mohamed Choucair a de son côté souligné la nécessité de promouvoir l'éducation et l'entrepreneuriat « pour sortir le Liban de crises tragiques et interminables, en renforçant la compétitivité des entreprises, luttant contre la pauvreté et l'extrémisme, et en poussant les vieilles industries à se moderniser ».

Le ministre des Télécoms a aussi souhaité répondre « à l'inquiétude des jeunes ». « Vous avez suivi les efforts du gouvernement pour entamer les réformes. Je peux témoigner que cette équipe ne ménage aucun effort pour remettre le pays sur les rails », a-t-il assuré. Mais la tâche est énorme. La région est en ébullition, et le Liban a toujours été la caisse de résonnance du monde arabe », a aussi reconnu Mohamed Choucair.

« Nous réussirons dans la mesure où vous et vos collègues resterez dans le pays pour le développer. Nous échouerons si le flux d'émigration qui a précédé notre arrivée au pouvoir continue », a-t-il poursuivi. Le responsable a par ailleurs mis l'accent sur l'importance de l'entreprenariat dans le monde du travail actuel. « Les emplois sont assurés par les entrepreneurs, et vous êtes destinés à agir très vite en tant qu'entrepreneurs et à nous aider à assurer des emplois décents et utiles à toute la génération qui monte ».

Lancement en présence du ministre Mohamed Choucair, du president de HEC-Paris, Jean-Paul Vermes, de Michel Helou (OLJ), de Nicolas Boukhater et de responsables de l'ESA. Crédits : OLJ

Critères spécifiques de sélection

Michel Hélou a ensuite expliqué les modalités du concours, réservé aux entreprises en phase de création ou créées depuis moins de 24 mois avec un produit en cours de développement et un chiffre d'affaires de moins de 500 000 dollars. Un concours ouvert à toutes les startups créées par des Libanais au Liban ou a l'étranger.

Le prix récompensera le projet le plus prometteur en termes d'innovation et de potentiel concret de croissance, notamment à l'international. Celui-ci devra aussi répondre à une problématique ou à un besoin clair du marché, et apporter une nouveauté à un produit ou à un processus existant. Il devra aussi être viable et rentable sur le long terme. La sélection des participants se fera sur la base de leur candidature, en français ou en anglais. Puis une deuxième sélection se fera à travers des entretiens, suivie d'une formation assurée par Smart ESA, préalable à la sélection des finalistes.

« Le vainqueur remportera un chèque de 10 000 dollars et aura droit à une période d'incubation de trois mois à Station F Paris, le plus grand campus de startups du monde. Les 10 finalistes bénéficieront pour leur part du programme d'accompagnement de Smart ESA ici à Beyrouth », explique aussi Michel Hélou en remerciant chaleureusement Mohamed Choucair pour le soutien accru de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban. Notons que L'Orient-Le Jour et Le Commerce du Levant assureront une couverture médiatique de choix aux participants.

« La récompense est conséquente, en cash comme en formations : c'est un concours complet qui devrait stimuler nombre d'entrepreneurs et d'entrepreneurs en devenir. C'est aussi un concours qui donne d'emblée une ouverture internationale aux candidats », soutient aussi le dirigeant. « Porter cet événement avec nos partenaires, c'est contribuer, à notre manière, au développement économique du pays et à la promotion de l'esprit d'initiative », conclut Michel Hélou.

Avis aux candidats intéressés : ils peuvent s'inscrire jusqu'au 15 juillet sur la page dédiée au concours (www.lorientlejour.com/prix-hec). Quant au vainqueur, il sera désigné lors du dîner de gala de clôture normalement prévu en novembre prochain et au cours duquel les finalistes présenteront leurs projets à un jury d'experts. Un prix honorifique sera enfin décerné à l'issue d'un vote en ligne du public organisé en octobre 2019.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

L'été 2019 s'annonce encourageant pour les professionnels du tourisme

Même si nous restons loin des chiffres record de l'été 2010, la saison estivale libanaise va bon train avec une diversification des touristes et des offres.

Avec le retour de la sécurité qui perdure depuis plus de deux ans, et notamment la tenue en début d'année à Beyrouth du Sommet arabe, et à la veille de la CEDRE qui permettra de faire grandir le secteur touristique, le Liban touristique semble reprendre des couleurs.

Et même s'il est loin derrière nous le temps où, avant 2011, nous ne croisions dans les rues de Beyrouth que des ressortissants des pays arabes et des Libanais de la diaspora, le secteur touristique continue de constituer un pilier de l'économie libanaise, comme l'a d'ailleurs rappelé le rapport McKinsey, et se diversifie désormais pour le bonheur des visiteurs.

Plus d'Européens

« Même en dehors de la saison estivale, il est de plus en plus fréquent de croiser dans les rues de la capitale des ressortissants européens dont des Français qui sont de plus en plus nombreux à venir visiter le Liban, seuls ou en groupe, dans le cadre de voyages organisés suite à une campagne de marketing réussie menée par le ministère du Tourisme auprès des tours opérateurs internationaux (deux grandes conférences en deux ans) ayant permis de remettre le Liban sur la carte touristique mondiale et d'attirer de nouveaux touristes », explique Nassib Ghobril, directeur du département d'analyse et de recherche économique à la Byblos Bank.

Selon l'Administration centrale des statistiques, les ressortissants européens ont représenté 37% du total des visiteurs au cours des cinq premiers mois de 2019, suivis de ceux des pays arabes (33,2%), des Amériques (15,4%), d'Asie (8%), d'Océanie (3,5%) et d'Afrique (3,1%).

Effectivement, le tourisme au Liban est en train de changer de visage. Pour l'économiste, la campagne menée avec poigne par le ministère du Tourisme, avec à sa tête Avédis Guidanian, a pour objectif de « faire du Liban une destination touristique sur les 12 mois de l'année ». Et ce à travers des circuits payants et vendeurs comme la route des vins, le tourisme religieux, les festivals de musique et la poussée continue de nouvelles maisons d'hôtes sur tout le territoire, la saison de ski, les visites de sites classés au patrimoine mondial, etc.

Quant aux touristes arabes et du Golfe, traditionnels visiteurs étrangers, et malgré l'annonce faite par Ryad, le 13 février, de lever son avertissement à ses ressortissants de se rendre au pays du Cèdre, le soulagement a été grand chez les professionnels du secteur de voir revenir lentement mais sûrement ces touristes dépensiers. Rappelons que leur désertion dès 2011 avait littéralement plombé l'activité, en raison notamment de l'instabilité engendrée par le déclenchement de la guerre en Syrie.

« On voit de plus en plus de touristes européens venir pour quelques jours seulement, le Liban n'étant qu'à trois ou quatre heures de vols de l'Europe », fait remar-

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

quer le président du Syndicat des hôteliers, Pierre Achkar. Il reste toutefois impossible de comparer l'impact en termes économiques des touristes européens et des touristes arabes. « Les touristes européens vont venir quelques jours, tandis que les Arabes, quand ils se déplacent au Liban, restent au moins quinze jours et leurs dépenses ne sont pas les mêmes », précise-t-il.

« Bienvenue à tous nos frères arabes, nous sommes prêts à les recevoir dans nos restaurants, cafés, boîtes de nuit et hôtels avec tout le service d'excellence et la qualité à laquelle nous les avons habitués », lance de son côté Tony Ramy, président du syndicat des propriétaires de restaurants, boîtes de nuit et cafés au Liban. Il rappelle que cela faisait presque huit ans qu'ils se faisaient rare et observe, lui aussi, l'essor d'une nouvelle clientèle touristique. «C'est d'ailleurs dans cet objectif d'ouverture à une plus grande diversification touristique que le syndicat travaille main dans la main avec le ministère du Tourisme », explique-t-il. Le responsable se dit optimiste, voyant la claire augmentation des touristes, notamment européens, qui optent pour un nouveau circuit touristique en plein essor au Liban ces dernières années, à savoir un tourisme rural et régional qui les attirent de plus en plus et qui est mis à leur disposition par des tours opérateurs aux offres incluant la maison d'hôte, le billet d'avion, etc. ».

Nassib Ghobril estime toutefois que « les touristes arabes reviennent au Liban mais pas avec les mêmes chiffres que nous avons connu avant 2011 », même s'il préfère attendre la fin de la saison pour se prononcer sur cette question.

Les arrivées de touristes en hausse de 5,5%

« Le nombre de visiteurs entrant au Liban a totalisé 692 704 au cours des cinq premiers mois de 2019, soit une augmentation de 5,5% par rapport aux 656 444 touristes au cours de la même période de 2018, et une baisse de 5,5% par rapport aux 732 855 visiteurs enregistrés au cours de la même période, les cinq premiers mois de 2010, année record pour l'activité touristique au Liban », indique aussi l'économiste en chef de la Byblos Bank.

« Quant aux dépenses effectuées par nos visiteurs, elles ont augmenté de 12% sur les trois premiers mois de 2019 par rapport aux trois premiers mois de 2018 », indique-t-il aussi.

L'indicateur de l'activité hôtelière est lui aussi en nette augmentation. L'enquête de référence d'EY's benchmark sur le secteur hôtelier au Moyen-Orient indique : « 73,7% de taux d'occupation de chambres d'hôtels sur les quatre premiers mois de 2019 a été enregistré alors qu'il n'était que de 60,5% sur les quatre premiers mois de 2018, en comparaison avec un taux moyen de 70,5% sur 14 marchés arabes inclus dans l'enquête ».

« Dans le détail, chaque chambre d'hôtel 4 ou 5 étoiles à Beyrouth rapporterait en moyenne 142 dollars sur les quatre premiers mois de l'année 2019 à l'établissement, contre 105 dollars en 2018, soit une augmentation de 35% ». Selon Nassib Ghobril, « en avril 2019 durant les vacances de Pâques, hors saison traditionnelle touristique d'été ou d'hiver, un nombre conséquent de visiteurs a été enregistré ».

Un point approuvé par le président du syndicat des hôteliers, Pierre Achkar, qui a indiqué que seulement pour le mois d'avril le secteur hôtelier a enregistré plus de 80% de taux d'occupation à Beyrouth. Il émet toutefois un bémol soulignant que « le prix des nuitées dans les hôtels a baissé et qu'il faudrait au minimum un an de bonne fréquentation pour que les tarifs repartent à leur niveau habituel ».

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

L'activité commerciale toujours en berne

« Les autorités compétentes continuent de prendre des décisions qui minent l'économie », déplore le président de l'ACB Nicolas Chammas.

Un indice en chute libre depuis la fin 2011

Dans son dernier rapport couvrant le premier trimestre de 2019, l'indice de l'Association des commerçants de Beyrouth (ACB) et de la Fransabank, qui mesure l'activité commerciale de détail, a chuté à la fin du premier trimestre à 44,24 points (l'indice de base étant de 100 au 4e trimestre 2011). « Il s'agit du niveau le plus bas depuis 2011 », regrette le président de l'ACB.

Toujours selon ce rapport, « cette chute reflète en réalité une baisse de l'activité réelle de 7,21% pour le détail sur l'ensemble du premier trimestre en glissement annuel, et de 9,15% en excluant les ventes de carburant (+ 2,58%). L'indice a en outre baissé par rapport à son niveau au quatrième trimestre de 2018 (49,68 points), ainsi que par rapport au troisième trimestre 2018 (48,17 points), et au deuxième trimestre 2018 (45,71 points). L'indice publié par l'ACB et la Fransabank pondère les résultats d'un échantillon d'entreprises représentant l'ensemble des filières du commerce de détail en fonction du taux d'inflation publié par l'Administration centrale de la statistique (ACS). Selon cette dernière, « l'inflation entre le 1er trimestre 2018 et le 1er trimestre 2019 a atteint 4,08% ».

Parmi les chiffres les plus significatifs, soulignons « les ventes de téléphones portables qui ont enregistré la plus forte baisse (- 35,03%) par rapport à la même période un an plus tôt, de même que les ventes des matériaux de construction (- 29,97%), des chaussures et des produits en cuir (- 25,59%), des livres et de la papeterie (- 18,73%). Ces secteurs, et bien d'autres encore, ont été à la peine.

Seules les ventes des voitures d'occasion ont signalé une amélioration timide pour cette période - facteurs saisonniers obligent (+ 4,04%), de même que les équipements de sport (+ 1,88%), le tabac (+ 1,52%), rares secteurs qui ont pu constater une meilleure performance (5 catégories sur 25) sur la période étudiée.

Pas de plan de relance économique rigoureux

Parmi les facteurs responsables de la détérioration des chiffres d'affaires, les auteurs du rapport citent aussi « la baisse du nombre de touristes, notamment les ressortissants des pays du Golfe, qui ont un impact conséquent sur les marchés commerciaux, et ce malgré la levée de l'interdiction de se rendre au Liban par les gouvernements de leurs pays ». Il ne faudrait surtout pas oublier aussi le poids des marchés parallèles, opaques à toutes sortes de contrôles officiels.

De même, et surtout, poursuit le président de l'ACB, « le pouvoir d'achat des ménages libanais est en détérioration permanente depuis plusieurs années, notamment en raison d'un taux de chômage en progression continue, causé par la concurrence effrénée de la main d'œuvre étrangère, syrienne notamment, ainsi que le ralentissement des remises de l'étranger, ce qui pousse naturellement les ménages à pondérer leur consommation et à donner la priorité à l'achat des produits de subsistance et de première nécessité ».

De même, et en plus des facteurs énoncés ci-haut, une absence flagrante de vision et de planification n'aident pas du tout à sortir du marasme économique dans lequel le pays se trouve. Un point sur lequel concordent les avis de diverses parties concernées, notamment celle de l'ACB.

« Des mesures ad hoc sont prises actuellement pour tenter de minimiser le déficit public et réduire le déficit de la balance des paiements afin de boucler un budget 2019 qui réponde aux aspirations, sinon aux conditions, réclamées par la CEDRE », dit le responsable.

Nicolas Chammas déplore donc les mesures protectionnistes préconisées dans le nouveau projet de budget 2019 – encore à l'étude en commission parlementaire - notamment celles relatives à un relèvement des taxes à l'importation. Ces mesures constitueraient un frein supplémentaire à l'activité économique et causeraient une diminution substantielle des recettes de l'État, contrairement à ce qu'espèrent les autorités, tout en allant à l'encontre de la sacro-sainte économie libérale qui fait partie intégrante de l'identité du Liban.

« Revenir à des mesures protectionnistes pour aider la production industrielle locale n'est pas raison-

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

nable. Il aurait été préférable d'aider en même temps le commerce et l'industrie, sans les opposer ou pénaliser l'un de ces deux secteurs au détriment de l'autre », explique-t-il.

« Malheureusement la direction que prennent les négociations dans la commission parlementaire qui étudie le budget 2019 n'est pas du tout encourageante », ajoute le responsable.

Le plus regrettable estime aussi Nicolas Chammas est que « l'impact de telles mesures n'a pas été évalué ni chiffré de manière scientifique et encore moins les répercussions sur le terrain ».

Aussi le responsable prévoit qu'« au lieu d'augmenter les revenus du trésor public, les recettes vont certainement diminuer car les consommateurs n'auront pas le pouvoir d'achat suffisant pour consommer des produits dont les prix auront encore augmenté. Les commerçants verront donc une chute supplémentaire de leurs chiffres d'affaires, du moins ceux qui travaillent en toute légalité, et fourniront donc des recettes amoindries à l'État ». Parmi les autres conséquences évoquées, il prévoit aussi le risque de provoquer une recrudescence de la contrebande et d'augmenter les quantités de produits qui rentrent au Liban illégalement.

Pour Nicolas Chammas, il aurait été souhaitable au contraire que l'Etat prenne les mesures suivantes : « Contrôler les points d'entrée de toutes les marchandises de contrebande (officiels et non officiels), qui sont par ailleurs très bien connus et documentés ; essayer de réduire autant que possible le gaspillage et la corruption qui minent l'argent public». Comme autre mesure : « Mettre en place un contrôle rigoureux sur les marchandises vendues sur les réseaux sociaux sans payer, pour la plupart, aucun droit de douane et qui concurrencent, par là même, les agents officiels ».

Mesures de relance prises par l'ACB

Le responsable rappelle alors que l'ACB n'est pas restée les bras croisés face à une telle détérioration de la situation. Elle a en effet pris des mesures de soutien de l'économie libanaise, de la consommation au Liban et surtout de la relance du pouvoir d'achat.

> QUANT À L'AVENIR, LE RESPONSABLE INSISTE POUR APPELER L'ÉTAT À AVOIR AU PLUS VITE UNE VISION ÉCONOMIQUE CLAIRE, NETTE ET PRÉCISE, SANS QUOI IL N'Y AURA NI REPRISE ÉCONOMIQUE NI CROISSANCE.

« En mars dernier, nous avons été les initiateurs, en collaboration avec la Blom Bank et les organismes économiques, de la mise en place d'un programme de responsabilisation civique économique dont le slogan est « #PenseauLiban ».

Ce programme est appelé à inciter les Libanais à « consommer au Liban, encourager l'industrie et l'agriculture locales, embaucher de la main-d'œuvre libanaise, et favoriser le tourisme interne et rural ».

Cette initiative a germé notamment suite à des statistiques qui signalaient que pour l'année 2018 « les touristes étrangers ont dépensé au Liban en moyenne 3,5 milliards de dollars alors que les Libanais ont dépensé à l'étranger l'équivalent de 5,5 milliards de dollars durant la même période ». En conséquence, l'Association des commerçants de Beyrouth a mis en place cette campagne ambitionnant de pousser les Libanais à consommer davantage au Liban plutôt que d'aller faire leurs achats à l'étranger (Turquie, Europe etc.).

Et pour leur faciliter les choses, l'ACB a incité tous les commerçants du Liban à réduire encore plus leurs prix de vente et à se joindre à la facilitation de paiement accordée aux Libanais détenteurs de la carte « Beirut Traders Shopping Card » mise en place en partenariat avec la Blom Bank. « Cette carte permet aux acheteurs de payer à crédit leurs achats auprès d'un très grand choix de commerçants, de cumuler des points de fidélité, etc. », explique Nicolas Chammas. Cette carte est d'ailleurs disponible pour tous les secteurs de consommation.

Il est tout aussi important de noter que cette campagne a été avalisée par les plus hautes instances de l'État. « Malheureusement les décisions qui sont en train d'être prises actuellement viennent contrecarrer tous nos efforts », dénonce-t-il.

Nicolas Chammas indique alors qu'il est de son rôle et de sa responsabilité ainsi que de celle de l'ACB de toujours rechercher et mettre en place des programmes qui permettent d'activer ou de réactiver l'économie et qu'ils poursuivront sur cette voie, tout en proposant un large éventail de solutions visant à soutenir l'industrie libanaise et à la renforcer sans avoir recours à des mesures de protectionnisme surannées.

Quant à l'avenir, le responsable insiste pour appeler l'État à avoir au plus vite une vision économique claire, nette et précise sans quoi il n'y aura ni reprise économique ni croissance. Il les appelle enfin à mettre en place « un plan d'implantation d'un certain nombre de bonnes recommandations incluses dans le rapport McKenzie, ou tout au moins celles validées par l'ensemble des acteurs sur la scène locale ».

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ICC Centenary Summit in Paris

The International Chamber of Commerce ICC organized the 'ICC Centenary Summit' on May 28th at Hotel Salomon de Rotschild in Paris in presence of a large number of Chambers' representatives and officials from all over the world who came together to celebrate the centenary anniversary of ICC.

The respective speeches delivered by ICC Secretary General John Denton, ICC Chairman Paul Polman, Roberto Azevedo DG of the World Trade Organization and Laurent Fabius stressed on the impactful role of ICC in facing the key challenges of business environment: inequality, multilateralism, the next century of global business, technology, climate and long term market incentives.

The Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut & Mount Lebanon was represented in this summit by its Director Generl, Rabih Sabra

From the left: Nagi Chaoui, Rabih Sabra, Khalil Sara and Raffy Semerdjian.

who also attended s well the 'Knowledge Solutions Assembly' held on May 27th at Les Salons de l'Aéro-Club de France in Paris. The Assembly attendees discussed mainly the ambition to equip businesses with the tools to drive change and foster international trade and investment to ensure further inclusive growth and prosperity worldwide.

Deficits and Recovery

Roger Khayat

The government has undoubtedly succeeded to a large extent in rationalizing and moralizing public expenditure. Unjustified costs are highlighted, and as much as possible, have been reduced. Now that they have been unveiled, one might expect that those who seek the public good shall work in the future to rid the administration of such exaggeration. At the same time, civil servants who receive abnormal additional amounts in compensation for their contribution in commissions or for performing certain complementary activities, are now limited to a ratio of their salary. Finally, a majority of civil servants and pensioners saw their rights slightly chipped, but it must be said that benefits were not distributed equitably. Can we talk about rights when we obviously face an unequal treatment? The correction acts in this case are in the way of a greater justice.

In terms of administration, it is undeniably a real reform. On the macro-economic level, however, the theses do not hold water:

Deficit decrease

Hypothesis: the deficit would be reduced to less than $ 4 billion through budget savings and a three-year financial tax.

Nothing is certain. The tax burden in Lebanon is much higher than we seem to believe, especially in terms of impact on overall spen-

▶▶

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ding. When governments go into debt, companies know that they will sooner or later have to settle the bill and take it into account and refrain from investing (Robert Barro). The tax and quasi-tax burden (smartphone) is around 33%. If we take into account the level of services provided by the State and what the individual must compensate out of pocket (the end-of-service indemnity is far from covering the expenses of the elderly), the tax grab appears very high in Lebanon.

A widely observed phenomenon: when the tax increases, the tax base is reduced, and vice versa. This is expressed by the Laffer curve: «From a certain tax pressure, if one raises taxes, the yield of the tax decreases». We saw this in 2018. The government chose to reduce the budget deficit to 4.8 billion dollars thanks to higher taxes (Income Tax 17%, VAT 11%, Tax on bank deposits' interest 7%, etc.). The deficit went up to $ 6.8 billion. In vain to seek explanations, the Laffer curve had the last word.

Recovery

First hypothesis: fiscal discipline will inspire confidence and the economy will resume.

This assumes a set of conditions that have not been easy to resolve at the moment, namely: the Lebanese ratings are improving fast enough to consolidate this confidence; the flow of money that we witnessed until 2011 will resume but not to cover this time budget and foreign accounts deficits; CEDRE funding and recovered balance to end the crowding out and develop a competitive-based commercial credit able to rescue companies affected by the recurring crisis (BDL 135/2015 could help); keep for a certain period money ease so as to achieve compliance with international competitive financing trend.

> WHEN THE TAX INCREASES, THE TAX BASE IS REDUCED, AND VICE VERSA

Second hypothesis: Resumption of the BDL low-interest loan programs could provide the liquidity needed for economic recovery.

The current situation is identified as «stagflation». Any support to demand facing weak supply will turn out into inflation and bring back interest rates once again to be impassable. Financing must focus on supply, i.e. commercial loan.

Third hypothesis: CEDRE secures $ 11.6 billion to Lebanon. This manna will provide the infrastructure and the recovery of the economy.

CEDRE is a long-term program for an unlimited number of projects. A standard infrastructure project needs 2 to 3 years to reach the stage of realization. Positive expectations do not play in the long run. For the recovery of the economy, CEDRE is therefore inefficient. It is surely an opportunity for the rehabilitation of the infrastructure, however, it depends on the State's repayment capacity. At the level of the State's indebtedness (153% of GDP), it is not likely to have budget surpluses capable of amortizing additional debts to finance the infrastructure. CEDRE consists entirely of a refundable credit. The donation portion is limited to $ 900 million to improve interest rates according to the standards of a concessional credit.

This is the reason for which the State seeks to foster public-private partnerships that require projects to be directly profitable and able to ensure their own amortization. The first 18 infrastructure projects are proposed as PPPs. Unfortunately, the law is so complex that it is unlikely that private sector companies will scramble to seize this opportunity. Instead, the partnerships should have been proposed in the logic of the private sector, that is to merely form SALs in compliance with the existing law, and where the State would have the opportunity to be a majority shareholder to be able to exercise the prerogatives of safeguarding public interests.

Reform in progress

Hypothesis: once the budget has been voted, the reform is on track.

Budget rationalization is necessary but not sufficient for reform, knowing that reform can put the nation back on the path of economic and social progress. It takes more to become an emerging country, that is to say, able to develop by its own means. What about improving productivity, supporting demand, reducing the external imbalance, the excessive income gap among citizens, the unbearable burden of debt, and the independence of the judiciary that judges demand tirelessly? Each of these elements now requires rapid and effective action to restore the virtuous circle in which the national economy must operate.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

THE CHAMBER OF TRIPOLI-NORTH LEBANON ON THE NATIONAL SCENE

Lebanon-Bulgaria economic talks

BUSINESSMAN GEORGE RIACHI: THE CHAMBER OF TRIPOLI IS DAZZLING WITH ITS MAJOR INVESTMENT PROJECTS

Tripoli, June 10. Toufic Dabboussi, chairman of the Chamber, praised the constructive role of the president of the Lebanese Association in Bulgaria, George Riachi, in strengthening the Lebanese-Bulgarian economic relations, through concluding the partnership agreement between the Bulgarian Haskovo Chamber and the Tripoli-North Lebanon Chamber.

George Riachi and Toufic Dabboussi.

During the meeting, Dabboussi tackled the pillars and prospects of the Great Economic Investment City project, in addition to projects implemented by the Chamber aiming at developing and modernizing the Lebanese business community as well as for building the largest relations of cooperation and investment with the international community in various sectors, in particular promoting business relations between Bulgarian and Lebanese companies.

For his part, George Riachi explained the purpose of his visit to the Tripoli Chamber that is to activate the partnership agreement signed between the Tripoli Chamber and the Bulgarian Haskovo Chamber under the patronage and presence of the Bulgarian President. "It is important at this stage to set up an integrated plan to discuss the various projects that can be implemented jointly by the two Chambers of Tripoli and Haskovo," he said..

Riachi pinpointed the incentives that encourage joint works, including the geographical location of Bulgaria on the European border, the closest country to Lebanon. He also detected "the incentives provided by the Tripoli Chamber for various economic sectors, especially the industrial sector, with particular focus on the development of industrial products, especially in the food industry". He made reference to the role of the Quality Control Laboratories and the Industrial Development and Research Alimentary Center (IDRAC) to upgrade the quality of the product and facilitate the access of Lebanese exports to international markets.

He concluded by praising the creative work of the Tripoli-North Lebanon Chamber that is "dazzling with its major investment projects" as explained by chairman Dabboussi, and expressed his wish to implement jointly projects in the near future.

In preparation for a partnership between the Ministry of Agriculture and the Chamber of Tripoli – North Lebanon

Tripoli, June 01. Toufic Dabboussi, Chairman of the Chamber visited the Minister of Agriculture, Dr. Hassan El-Lakis, to discuss the various issues related to the agricultural sector in various aspects.

Chairman Dabboussi invited the Minister to visit the Tripoli Chamber for the opening of laboratories for the residues of agricultural, organic and marine pesticide.

This laboratory is one of the most modern laboratories in the world which respects the applications of specifications, quality standards and food safety.

The meeting discussed the partnership agreement between the Ministry and the Chamber pursuant to the Public Private Partnership Law. Dabboussi proposed to provide support to the agricultural sector through the services available so as to meet the needs of the Lebanese farms and their requirements.

Toufic Dabboussi and the minister of agriculture, Dr. Hassan El-Lakis.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Turkish Commercial Center soon in Tripoli to boost Lebanese-Turkish ties

Tripoli, June 16. Murat Ozler, president of the Turkey Africa Initiative, announced during his meeting with Toufic Dabboussi, chairman of the Chamber of Tripoli-North Lebanon, that Turkey's Independent Industrialists' and Businessmen's Association (MUSIAD) is planning to open a commercial center in Tripoli to enhance trade cooperation between businessmen in Lebanon and Turkey.

Toufic Dabboussi and the Turkish commercial delegation.

The meeting was an occasion to highlight the main pillars of the Great Economic City project launched by the Tripoli Chamber along the sea front from the port of Tripoli to the airport of President Rene Mouawad in Akkar. The Turkish commercial delegation expressed keen interest in the strategic geographical location of the promising project.

Ozler pointed out that the overview given by Dabboussi about potential projects in Tripoli meets the needs and ambitions of Turkey. «Chairman Dabboussi is well aware that Turkey aims to boost Lebanese-Turkish ties in a way that would benefit both countries,» he said.

On his part, Dabboussi pointed out that the advanced logistics services provided by the major economic facilities in Tripoli and the North, as well as the investment projects of international nature constitute a strong point in the global structure benefiting Turkey and the international community as well. He said that "strategic relations with the Turkish side involve all-round benefits, thus the need to establish strong rules for building bilateral relations".

At the end of the visit, the Turkish delegation toured on the various projects of the Chamber and listened to the explanations of the Director of Laboratories, Dr, Khalid Al-Omari, pointing out the advanced role played by the Quality Control Laboratories with respect to the application of quality and food safety standards,. as well as the complementary role of the Industrial Development Research Alimentary Center (IDRAC).

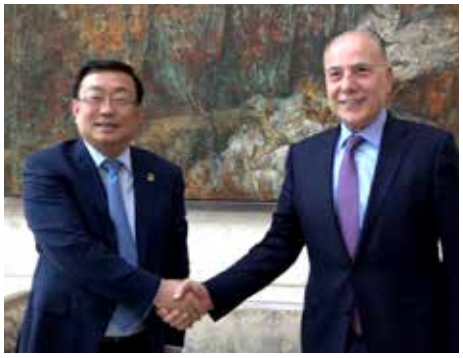
The Economic City in Lebanon, Pole of attraction to China

Tripoli, May 28. Chairman of the Tripoli and North Chamber, Toufic Dabboussi, presented the fundamentals of the City investment project during a meeting held at the Chamber with a delegation of a Chinese construction company specialized in building bridges, developing airports & ports, and various infrastructure projects.

«The Chamber is looking forward to closer Sino-Lebanese relations in various fields of cooperation in the framework of the Road and Silk Belt Initiative aimed at building the largest investment and trade networks linking Asia with Africa and Europe,» he said.

The meeting focused on ways of cooperation between the Chinese and Lebanese sides through social and economic development projects based on the Great Investment City that hosts public economic facilities, including port of Tripoli, President René Mouawad airport (Klayaat airport), the special economic zone, and other projects with a variety of specialties along the sea front from the port of Tripoli up to the Klayaat area in Akkar.

"Tripoli provides an open business environment for various international companies, especially the Chinese companies," Dabboussi said, adding that the meeting with the leaders of the Chinese engineering company



has been useful and successful and that communication will continue in the future "within the framework of the engineering, technical and cultural approach to various aspects of our investment project from Greater Tripoli,» Dabboussi stated.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Seminar at Tripoli Chamber on the importance of Lebanese standards and norms

Tripoli, June 12. An orientation seminar on "the role of Lebanese standards and norms in supporting the Lebanese industry and raising consumer confidence in national products" was held by the Chamber of Tripoli-North Lebanon.

In his welcoming note, the chairman of the Chamber, Toufic Dabboussi, praised the partnership with the Lebanese Standards Institution-LIBNOR that aims at fruitful cooperation in spreading the culture of application of international standards and norms.

"What has been carried out by the Quality control laboratories at the Tripoli Chamber in the field of studies, research and training courses will be an effective and helpful incentive to implement the principles and objectives of this culture," he said.

Stressing the importance of the strong relationship between the Tripoli Chamber and the Ministry of Industry, Dabboussi expressed the readiness of the Tripoli Chamber to host in its headquarters a permanent office for the Lebanese standards institution. He also indicated that the Chamber will sign a partnership agreement and cooperation to consolidate the relation with LIBNOR for the advancement of the Lebanese industrial sector.

The Head of the Specifications Department at the Lebanese Standards Institution, Ms. Haneen Abdel Rahman, explained the role of the organization and the tasks performed by the Institution towards the Lebanese productive sector as well as to enhance the consumer confidence in the quality of the Lebanese product.

Internationally accredited, LIBNOR has around 3100 specifications for different sectors, explained Mohamed Chamas, Coordinator of Social Responsibility at LIBNOR. He also added that the Institution provides its support to productive establishments to address the various challenges facing them through the organization of guidance and training workshops.

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Heading a delegation of the Lebanese University, 3rd branch

DR. AYOUB TO DABBOUSSI: ECONOMIC CITY PROJECTS ARE A DOSE OF HOPE FOR THE YOUTH

Tripoli, June 03. A delegation from the Faculty of Arts and Humanities at the Lebanese University, third branch, visited the Chamber of Tripoli-North Lebanon, and met with its Chairman Toufic Dabboussi. The delegation was led by Dr. Jacqueline Elias Ayoub, Director of the branch.

Dabboussi praised the role of the academia, namely the Lebanese University, "because we see in science a supreme human, social and economic value," he said.

He then made a brief presentation about the Chamber's multiple projects which provide wide range of advanced services, such as the "smart zone" for digital tourism, where the Tripoli Chamber conducts a comprehensive survey of all historical monuments and historical sites in Lebanon in partnership with the Ministry of Tourism to attract investment in the tourism sector and other economic sectors. He also pointed out to projects that will be implemented in the future such as the "Knowledge Economy Center" and the "Sustainable Development Building", in addition to all investment projects represented by the "Greater Economic City" that aims to promote Lebanon on the map of the world's economies and investments.

Dr. Ayoub, on her part, considered these vital development projects, especially the new project of the Economic City, "as a dose of hope for our students through hundreds of thousands of jobs that will be provided for them".

"Economic City" project attracts international investors

SRI LANKAN AMBASSADOR MENDIS TO STRENGTHEN PARTNERSHIPS WITH TRIPOLI CHAMBER

Tripoli, June 14. The Ambassador of Sri Lanka in Lebanon Wijeratne Mendis visited the head of the Chamber of Tripoli-North Lebanon, Toufic Dabboussi, with the participation of the President of the Lebanese Australian Chamber, Fadi Zouki. It was agreed to carry out joint activities through which the links between the Sri Lankan Embassy in Lebanon, the Tripoli Chamber and the Lebanese-Australian Chamber will be strengthened.

Presenting the Chamber's integrated Economic and Investment City project, Dabboussi pointed out how this major project provides opportunities for international investment partnerships through the development of major economic facilities along a sea front stretching from the port of Tripoli up to the airport of President Rene Mouawad (Klayaat airport) in Akkar.

For her part, Ambassador Mendis noted that the aim of her visit was to discuss means of developing and strengthening relations between Lebanon and Sri Lanka, enhancing trade exchange and ways of activating it. Discussion also tackled the conditions of Sri Lankan workers in Lebanon and opportunities for cooperation in the field of export and investment between the two sides.

Ambassador Mendis expressed her consent to the vision of chairman Dabboussi by putting all major Lebanese projects on the international investment map and called to increase open trade agreements and reciprocate mutual benefits.

Fadi Zouki, President of the Lebanese-Australian Chamber, concur-

red with Ambassador Mendis that the Great Economic City project with all its various and attractive projects is based on a great vision, and is an initiative needed not only for Lebanon and the neighboring countries, but by the Lebanese Diaspora as well.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

CHAMBER OF ZAHLE AND BEKKA

Innovation in Grapes and Cherries Production Exhibition – Scientific Workshops

A remarkably successful exhibition about the Innovation in Grapes and Cherries Production took place on June 13th at the School of Agricultural Engineering for Mediterranean Countries- USJ, organized jointly by Natagri and the School in collaboration with the Agricultural Scientific Research Authority of the Ministry of Agriculture and the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Zahle and Bekaa as part of the «Private Sector Development Program"in Lebanon funded by the European Union and implemented by "Expertise France".

The main objective of the exhibition was to provide a networking platform for direct contact between producers, farmers and various relevant stakeholders in the cherry and table grapes value chains. Exporters, wholesalers, suppliers, packagers, logistic companies, agricultural equipment companies, financial institutions, and others were invited to share with them the most recent and updated Good Agricultural Practices (GAP) as well as Good Handling Practices (GHP) for these value chains.

Were present at the ceremony: MP Michel Daher, MP Salim Aoun, MP Eddy Demerjian, Director General of the Ministry of Agriculture Louis Lahoud, Director General of the Chamber of Zahle & the Bekaa, Youssef Geha, Director General of Expertise France – Lebanon Julien Schmitt, Director of the School of Agricultural Engineering for Mediterranean Countries- USJ Dr. Maya Kharrat Sarkis, and a number of actors and relevant stakeholders in the above-mentioned value chains.

In parallel, a series of lectures and workshops were held by leading international and Lebanese experts, including Italian expert Vittorino Novello, Director of Procurement for the Middle East and North Africa at Del Monte, Mrs. Rola Haddad, Dr. Yola Ghorra Chamoun, Eng. Charbel Hobeika and Eng. Fadi Sarkis who presented the best methods to apply Good Agricultural Practices (GAP) and Good Handling Practices (GHP) for protected agriculture throughout the production of table grapes and cherries . They also discussed the best export marketing services to enable them build linkages with national as well as international markets.

Finally, the participants were given the opportunity to taste these Lebanese fruits to confirm their international standing.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

CHAMBER OF SAIDA AND SOUTH LEBANON

Economic Attachés met with industrialists at Saida Chamber to set pillars for future cooperation

Saida, June 2. The role attributed to the Economic Attachés in developing the economic presence of Lebanon in the host country was discussed at the meeting held between representatives of the productive sector in south Lebanon and representatives of the Lebanese Ministry of Foreign Affairs.

Addressing the Economic Attaches, Chairman Mohamad Saleh congratulated the young potentials for their nomination, stressing the importance of their mission to promote the best of Lebanon in the host countries: the attractiveness of Lebanon as a tourist destination, and the competitive advantages of "made in Lebanon" products.

He considered the initiative taken by the Ministry of Foreign Affairs for the creation of the position of 'Economic Attaché' as an important step to expand the functions of diplomatic missions in order to boost Lebanon's external trade and rescue its economy.

In this regard, Saleh declared that the economic recession in Lebanon and the world, in addition to the regional conflict and the closure of the land crossings have impacted Lebanon negatively through the loss of its traditional export markets. "The mission of the Attachés should not only focus on the rescue of the lost markets, but to find new markets for Lebanese products," he said.

Saleh concluded that It is important to maintain permanent communication between Economic Attachés and major industries, agriculture, tourism and commerce entities from all Lebanese regions in order to exchange information. He also added that the Lebanese chambers of commerce are attentive to support the attachés and provide them with all related information that might facilitate their missions.

Ambassador Kabalan presented the objectives of the economic diplomacy and pointed out that the meeting at the Chamber is held to support the development of networks that help economic attachés in their role of representing the interests of

Lebanon in their host countries. To better fulfill their missions, they were introduced to the main production sectors and met with representatives of economic sectors to get familiarized with the competitive advantages of their products and the problems that hinder Lebanese exports.

At the end of the meeting, the participants discussed the issue of cooperation in order to develop and export "made in Lebanon" products, and to ensure that the Lebanese products destined for export meet the required standards of the concerned countries.

Belgian Ambassador to enhance cooperation with South Lebanon

Saida, June 14. Under the topic "Enhancing trade exchange between Lebanon and Belgium, and promoting investment opportunities in both countries", a meeting was organized by the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Sidon and South Lebanon, in cooperation with the Lebanese-Belgian Business Council at the Chamber's headquarters in Saida.

The meeting gathered the Belgian Ambassador to Lebanon Hubert Cooreman, and the chairman of the Lebanese-Belgian Business Council, Fadi Samaha, in the presence of members of the Council and members of the Board of Directors of the Chamber.

Speaking at the event, chairman of the Chamber, Mohamad Saleh, emphasized the importance of enhancing communication in the cultural, commercial, agricultural and industrial fields, especially with the presence of Lebanese talents in Belgium working in various business sectors and the support of the Lebanese-Belgian Business Council for the continuation of this interaction.

In this venue, he also referred to the initiative of the Ministry of Foreign Affairs to energize an economic diplomacy with countries with which Lebanon have distinguished relations, including Belgium. Saleh considered the appointment of Economic Attaches as a further step forward to the development of partnerships and trade between Lebanese and Belgian companies, noting the promising investment opportunities in the fields of food, petro-chemicals, information and technology.

Ambassador Cooreman underlined the friendly relations and cooperation between Lebanon and Belgium and expressed his willingness to develop and strengthen these relations, especially with South of Lebanon.

The head of the Lebanese-Belgian Business Council, Fadi Samaha, pointed out the prospects of cooperation available to businessmen and owners of productive sectors in both countries, especially in south of Lebanon.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

PAM and OECD cooperation consolidated through historical and operational MoU

The Parliamentary Assembly of the Mediterranean (PAM) and the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) signed a strategic bilateral agreement focusing on a number of substantive areas with the aim to promote lasting, sustainable and inclusive growth in the Euro-Mediterranean region. PAM and OECD will continue co-operating by various means, including exchange and dissemination of information, joint events and analysis. Emphasis on the role of the PAM parliamentarians in the activities of the OECD's Global Parliamentary Network and vice versa is also a key element of the agreement.

The agreement was signed by PAM President, Sen. Alia Bouran, and the OECD Secretary General, H.E. Aguel Gurría on the occasion of a PAM high level visit at the OECD Headquarters in Paris, on 28 May 2019. The PAM delegation also included Hon. Pedro Roque, PAM President Emeritus, Hon. Alain Perea, PAM Vice President, and Amb. Sergio Piazzi, PAM Secretary General.

President, Sen. Alia Bouran, while expressing her satisfaction and support to the agreement, also highlighted this important milestone in the long standing cooperation experience that PAM and OECD already enjoy. "The MoU paves the way for a more concrete, structured, and fruitful partnership for the future and will definitely strengthen our mutual contribution to each other's programs, and more importantly it will serve as a basis for joint actions", Sen. Bouran added.

The OECD Secretary General on his part recalled that in the current political and economic world environment co-operation is more crucial than ever and stressed that "the partnership between parliaments is a cornerstone for a multilateral approach to addressing the challenges of our time".

PAM President, Sen. Alia Bouran, and the OECD Secretary General, H.E. Aguel Gurría.

PAM and OECD also shared the upcoming events on their respective agendas for the coming months. The OECD expressed great interest in the forthcoming special meeting of the PAM Economic Panel, to be held in collaboration with the Italian Parliament in Milan, in the first week of July, dedicated to *"Alternative Capital Markets for economic growth in the Mediterranean. The critical role of parliamentarians"*. The event shall serve as a workbench for PAM MPs to collectively establish sustainable and inclusive business ecosystems in order to facilitate the access to alternative sources of funding in the broader Euro-Mediterranean region. PAM is looking forward to the active contribution of the OECD to the conference in Milan, convinced that the agreement between the two organizations will trigger and facilitate mutual benefits and strategic interactions among economies and people of the Euro-Mediterranean region.

On his side, Secretary General Gurria handed to President Bouran a personal invitation to the *Business-Government Summit* and the *MENA-OECD Initiative Steering Group* meeting that will held next June in Tunis.

The OECD has stated that during the *Business-Government Sum* the views of parliamentarians would be appreciated, as the Summit will define common strategies to improve the business climate, promote domestic and international investment, and support opportunities for enterprises, with a particular focus on SMEs and young entrepreneurs. On the other hand, the *MENA-OECD Initiative Steering Group* will engage in a strategic discussion about regional, social and economic priorities and the way firms and governments can leverage technology to fulfil the shared prosperity agenda. The discussions will also define future actions of the MENA-OECD Initiative at the regional and national level.

For further information please contact:

email: secretariat@pam.int

www.pam.int

SOUTH BIC

CHAMBER OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRIGULTURE IN SIDON & SOUTH LEBANON

ARE YOU SEEKING TO ENHANCE YOUR SKILLS IN THE WORLD OF TECHNOLOGY AND PROJECT MANAGEMENT? DO YOU HAVE A DREAM SEEKING BEHIND?

COURSES ARE FREE OF CHARGE & TRANSPORTATION IS PROVIDED

FOR INQUIRIES AND REGISTRATION, PLEASE CONTACT US ON THE FOLLOWING NUMBERS:

76.03 06 84
70.78 21 29

YOUR OPPORTUNITY

The Business Innovation Center at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Saida and South Lebanon announces the start of registration of the following courses:

>> Computer course from the age of 15 to 25 years
>> Project Management Course from the age of 18 to 25 years

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Food Safety Risk Assessment

A REQUIREMENT FOR ROBUST AND TRUSTED FOOD CONTROL SYSTEMS IN THE ARAB REGION

1. OVERVIEW

Food safety continues to be a key public health issue for all countries and regions of the world1 and an essential driver for the trade of food and Agri-food commodities.

The Codex Alimentarius Commission (CAC), as the international food safety standard setting body, has recommended that food safety regulatory decisions be based on a structured decision-making process with three distinct, but closely connected components: Risk Assessment, Risk Management, and Risk Communication2.

The CAC also called for "constant interactions between risk managers and risk assessors within an environment characterized by risk communication". Risk analysis is in fact most effective when all three components are successfully integrated as part of the food safety decision-making framework. Following the risk analysis paradigm leads to decisions that are more likely to be consistent and in proportion with the health risks being managed.

It allows to meet the country's obligations under the Sanitary and Phytosanitary Agreement (SPS) and supports the credibility of the food control system. It also helps to identify gaps and uncertainties in scientific knowledge, which in turn supports the setting of research priorities in food safety.

2. IMPORTANCE OF RISK ASSESSMENT

Risk Assessment is the scientifically-based process that characterizes the possible health implications of a given hazard in food as a result of its consumption by humans. It can define the occurrence and the transmission of the hazard at various stages, from food production to consumption and supports risk estimation accordingly (for microbiological hazards) including the relative impacts of food control measures to mitigate such risks. It can also represent a "safety evaluation" (for chemical hazards), aiming to characterize the situations where consuming the food carrying such hazard would pose no appreciable health impact for the consumer.

SAFE
Arab Food Safety Initiative for Trade Facilitation
المبادرة العربية لسلامة الأغذية وتسهيل التجارة

It is this scientific approach, when executed correctly and following sound methodologies, that supports the robustness and consistency of food safety regulatory decisions.

Developing and adopting the results of food safety risk assessments in the Arab region leads to:

- More consistency in food safety decisions between countries and with the rest of the international community
- More cost effective measures that are commensurate with the risk being managed
- More predictable food safety regulatory environment that is more conducive to investments and trade in the food and Agri-food production sectors

Adopting the scientific approach for risk assessment in the Arab region should:

- Be based on the latest scientific evidence and up-to-date methodologies
- Be followed consistently across the region
- Be carried out in an open, transparent and well-documented manner
- Be clear in its treatment of uncertainty and variability
- Be subject to review and update on the basis of new scientific evidence

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Situations where Risk Assessment is required in the Arab Region's Food Control System:

- Managing food safety incidents and foodborne illness outbreaks:

  Food safety incidents associated with the occurrence of hazards in foods, whether they lead to illnesses and/or outbreaks or not, should be managed on the basis of scientifically-based risk assessments. The result of these assessments should underpin food regulatory decisions on the ground (e.g.: product recall, product seizure, interruption of a food business operation, advice to consumers, etc.). A capacity is therefore needed to undertake such assessments on a regular basis and in a timely manner to protect consumers' health and not to unduly impact food business operators. The same methods and scientifically-based approaches should be applied for food safety incidents involving domestically produced or imported foods.

- Development of Domestic and Regional Food Safety Standards:

  Relying upon food safety standards anchored in a food safety scientific assessment is paramount to ensure the acceptability of these standards by domestic and international stakeholders and to meet obligations of predictability, consistency and fairness enshrined in the SPS agreement. The Development of these risk assessments is needed whether it is to adapt an international (Codex) standard before its adoption or to develop a new standard required for the region's needs. The ability to conduct such assessments will not only benefit the region's autonomy in the adoption of sound and internationally benchmarked food safety standards but also the Arab region's effective input into the Codex food safety standards development processes. These assessments offer the opportunity to justify Arab Codex positions with a robust science foundation; hence, contributing to protecting the region's economic interests.

The Need to Enhance the Arab Region's Capacity in Food Safety Risk Assessments

There is a clear rationale to enhance the capacity of food control authorities in the Arab region in their ability to develop and use food safety risk assessments in support of food regulatory decisions.

The Arab Food Safety and Trade Facilitation Initiative (SAFE), implemented by the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO), in partnership with the League of Arab States (LAS) and its subsidiary organizations: the Arab Organization for Agricultural Development (AOAD) and the Arab Industrial Development and Mining Organization (AIDMO), offers the opportunity to enhance the Arab region's Food Safety Risk Assessment Capacity through a dedicated initiative.

It is recommended that Food Safety and Control authorities in the Arab region lend their support and contribution to the following items:

- Development of a first cohort of food safety experts and professionals trained to undertake food safety risk assessment to address chemical and microbiological hazards occurring in food, both in the context of food safety investigations or in support standard setting;
- Development of an Arab Risk Assessment Policy that:
  - offers a documented guidance on the scope of application of food safety risk assessments in the Arab region;
  - defines specific sub-populations, systems and/or geographic areas of the Arab region that require a specific treatment in conducting risk assessments;
  - defines criteria for ranking health risk categories;
  - defines procedures and approaches to be followed in applying uncertainty factor;
  - defines guidance as to the appropriate level of protection (ALOP) that needs to be achieved in the Arab region.
- Availability and sustainability of resources providing risk assessment support to food safety control authorities across the Arab region, through the identification and implementation of the relevant mechanisms (such as the consideration of an Arab Food Safety Risk Assessment Network or Authority) in the region.

Investing in food safety risk assessment capacity and competencies in the Arab region is a fundamental requirement for strengthening and harmonizing food safety regulatory systems in the Arab region, with the aim to enhance the protection of Arab consumers' health and bolster intra-regional trade of food products.

SWEDEN UNIDO

SAFE is a Sida funded project, implemented by UNIDO, in partnership with LAS, AIDMO, AOAD (120541)

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Planet Pillar: Life on Land

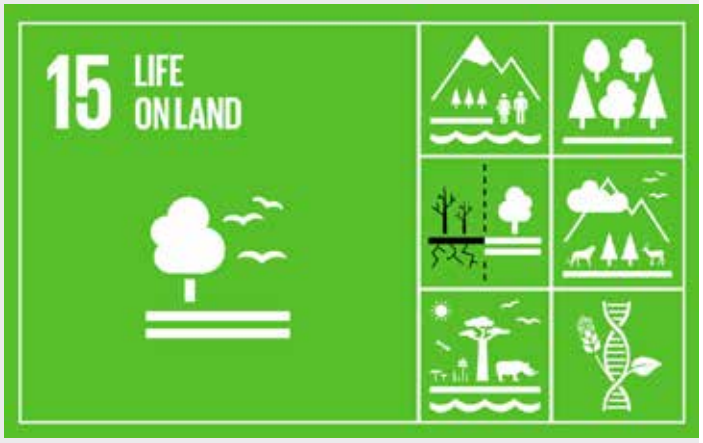
ECONEWS Continues publishing serial articles to shed lights on Lebanon's progress towards the seventeen SDGs by the pillars of UN Agenda 2030 and based on the Voluntary National Review (VNR) 2018.

SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS

Lebanon has shown commitment to international environmental conventions and set out its agendas for natural resource management and protection. While numerous pieces of legislation have been ratified over the years, applying these laws and regulations remains a challenge. Environmental goals are often overlooked, or not prioritized, due to the overwhelming political, economic, social and security challenges facing the country such as the impact of the Syria crisis. Although progress has been made towards some SDG targets, progress towards others has fallen short as natural resource management and climate change are standalone pillars in Lebanon's overall economic development agenda, despite efforts to counter the challenges through initiatives by the public and private sectors, civil society and international organizations.

SDG 15
Life on Land

Lebanon's favorable geographic location in the Mediterranean is considered to be a biodiversity 'hotspot'. Lebanon hosts 0.8 percent of the world's species and 12 percent of endemic terrestrial and marine plant species, on a land area of 0.007 percent of the world.To protect this richness, Lebanon has created 15 nature reserves, 3 biosphere reserves, 16 protected forests, 16 protected natural sites or landscapes, 5 world heritage sites, and 15 important bird areas. Forests cover about 13 percent of the country and other wooded lands cover 10 percent. Lebanon's second National Biodiversity Strategy and Action Plan (2016–2030) (endorsed by the Cabinet in April 2018) aims to increase nature reserves to five percent of its territory by 2030 and increase natural terrestrial and marine ecosystems



within the protected areas network to 20 percent. The strategy addresses Lebanon's obligations under international conventions, such as the Convention on Biological Diversity, considers global and local needs and aspirations.

The proportion of forest, within legally established protected areas in Lebanon, is currently no more than 2.6 percent, yet concerted actions by the government, civil society, and private sector have raised the annual reforestation to 0.8 percent. This exceeds the annual estimated deforestation rate of 0.4 percent. Not with standing this achievement, reforestation comes at a high financial cost so prevention and protection are important.

The Lebanese government has several programs to restore forests including the National Action Plan to Combat Desertification, the National Afforestation and Reforestation Program and the 40 Million Trees Program. Other projects that target biodiversity conservation have also been implemented.

Lebanon is party to international agreements such as the Convention on Biological Diversity, Rio de Janeiro, 1992; the United Nations Convention to Combat Desertification, Paris, 1994; the Ramsar Convention on Wetlands of International Importance (and specifically Waterfowl Habitat of 1999); and most recently the Nagoya Protocol on Access to Genetic Resources and the Fair and Equitable

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Sharing of Benefits Arising from their Utilization under the Convention on Biological Diversity (ratified in April 2017). These international agreements have benefited Lebanon by building its capacities in sustainable biodiversity protection.

The second National Biodiversity Strategy and Action Plan mentioned above addresses Lebanon's obligations under international conventions, such as the Convention on Biological Diversity, while taking into consideration both global and local needs and aspirations.

Biodiversity and land natural resource protection are covered by the Forest Code. Other laws are being developed such as the draft law on Protected Areas Framework Law that would define establishment criteria, objectives and modalities for different protected areas. Another law is being drafted to regulate access to Lebanese's biological and genetic resources and ensure equitable sharing of benefits as part of the Nagoya Protocol. A draft law on forest fires and a draft Law on Forest Fires and the draft Bio-safety decree are also underway.

Sustainable land management is governed by Decree-Law No69 of 1983 on urban development. This is Lebanon's main legal framework for planning. Under this law, the Council for Development and Reconstruction developed the National Physical Master Plan of the Lebanese Territory in 2005 (approved by Decree 2366, 20 June 2009), but faces numerous challenges in enforcing it.

Decree-Law No. 69 of 1983 also called for localized detailed urban plans to be made that include zoning and a regulatory framework that sets out the plots, categories, and construction rules for each zone. Unfortunately, this important land management tool is currently limited to 32.2 percent of Lebanese territory, up from 16.2 percent in 2004.

The impact of the Syrian crisis, and large numbers of informal settlements, have negatively affected Lebanon's land use and ecosystem and impacted on its land. The dramatic population increase has led to haphazard and accelerated construction in all affected host communities.

The CNRS-L funds several research projects, through its local grant research program and International research programs, related to conservation, restoration and sustainable use of terrestrial and inland freshwater ecosystems, promoting sustainable management, combating desertification, restoring degraded land and soil, conserving mountain ecosystems, and biodiversity. In 2017/2018 the CNRS-L funded 245 projects with a total value greater than USD6 million, of which half was targeted to natural resource management, water management, marine and biodiversity and renewable energy. The CNRS-L has also launched the OLife initiative to collect, perpetuate, share and valorise environmental information between French and Lebanese scientific research communities.

Lebanon's investments in water, wastewater and solid waste, within consistent with the CEDRE vision, will fill current service provision gaps with the aim of all households being connected to the networks, displaced Syrians having water and wastewater facilities, and a solution being found to the solid waste crisis that Lebanon has faced in recent years. Through these investments the government seeks to reverse the environmental deterioration that has taken place.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Lebanon in Figures

Key economic indicators computed by the Center of Economic Research in May 2019:

• **GDP:** The economic real growth rate achieved 0.6 % in 2018, according to CAS estimates. GDP at current prices was estimated at USD 53.71 billion, compared with a growth rate of 0.6% and total output of USD 53.39 billion in 2017.

• **Consumer Price Index:** Based on the Central Administration of Statistics, CPI have increased by 1.63 % in April 2019 from the end of 2018.

• **Balance of Payments:** Till April 2019, the deficit of the balance of payments reached USD 3.3 billion compared to a deficit of USD 0.8 billion till April 2018.

• **Trade Balance:** The trade deficit amounted to USD 4.09 billion in the first quarter of 2019, compared to USD 4.0 billion in the first quarter of 2018. Exports increased by 6.2%, while imports increased by 2.9%. This led to 2.3 % of increase of the trade balance deficit.

• **Public Finance:** Public expenditures increased by 15.7 % in 2018, compared to 2017, while revenues decreased by 0.7%. Hence, the budget deficit increased by 66.4 %.

Primary deficit reached USD 0.64 billion in 2018, from a surplus that reached USD 1.42 billion in 2017. This was caused by the decrease of total public revenues by 0.7%, while the debt's service rose by 8.4 % in addition to the increase of total public expenditures by 15.7 %.

Total Primary Deficit/Surplus = Total Budget Revenues – (Total Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)

-0.64 $ billion = 11.54 $ billion – (17.79 $ billion – 5.41 $ billion – 0.20 $ billion)

• **Public Debt:** Public debt increased 5.32 % over one year, from USD 81.85 billion in Mars 2018, to USD 86.21 billion in Mars 2019.

in billion US$

Ref.	Indicator	2014	2015	2016	2017	2018*	2019*
10	Growth (% Real Change)	1.90%	0.40%	1.60%	0.60%	0.60%	1.50%
12	GDP (in current prices)	48.30	49.97	51.24	53.39	53.71	54.51
	Beirut Reference Rate	**Jun.2014**	**Jun.2015**	**Jun.2016**	**Jun.2017**	**Jun.2018**	**Jun.2019**
	On LBP	8.58%	8.70%	8.69%	8.67%	10.70%	13.38%
	On USD	5.94%	6.11%	6.31%	6.66%	7.30%	9.72%
		2015	**2016**	**2017**	**2018**	**Apr.2018**	**Apr.2019**
20	CPI - CAS	-3.40%	3.14%	5.01%	3.98%	1.60%	1.63%
21	M1	6.00	6.73	7.07	7.73	7.29	7.11
22	M2	52.15	54.66	52.46	50.95	53.51	49.93
23	M3	123.62	132.75	138.34	141.24	139.87	140.13
24	M4	130.92	139.91	145.46	148.83	147.23	147.72
26	Banks Assets	186.00	204.24	219.78	249.40	226.22	253.56
27	Banks Deposits - Private Sector	151.53	162.44	168.61	173.12	170.19	171.37
28	Banks Loans - Private Sector	48.04	51.02	54.16	51.78	52.15	49.59
30	Balance of Payment	-3.35	1.24	-0.16	-4.82	-0.77	-3.30
		2014	**2015**	**2016**	**2017**	**Sep.2017**	**Sep.2018**
31	Current Account	-11.67	-8.12	-9.86	-12.4	-8.33	-9.45
		2015	**2016**	**2017**	**2018**	**Mar.2018**	**Mar.2019**
32	Balance of Trade	-15.12	-15.73	-16.74	-17.03	-4.00	-4.09
33	Imports	18.07	18.71	19.58	19.98	4.81	4.95
34	Exports	2.95	2.98	2.84	2.95	0.81	0.86
		2014*	**2015***	**2016***	**2017***	**2018***	**2019***
40	Unemployment Rate	20%	20%	20%	20%	20%	20%
41	Work Force	47.60%	47.60%	47.60%	47.60%	47.60%	47.60%
42	Population	4.14 Mn	4.21 Mn	4.28 Mn	4.33 Mn	4.38 Mn	4.43 Mn
43	Population 15 - 64 y.	2.78 Mn	2.83 Mn	2.88 Mn	2.92 Mn	2.95 Mn	2.98 Mn
		2014	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	
51	State Budget Deficit	-3.07	-3.95	-4.94	-3.75	-6.24	
52	Budget Revenues	10.88	9.58	9.92	11.62	11.54	
53	Budget Expenditures	13.95	13.53	14.86	15.37	17.79	
54	Public Debt	66.57	70.31	74.86	79.5	85.10	
55	Debt Service	4.19	4.46	4.76	4.99	5.41	
56	Total Primary	1.31	0.72	0.02	1.42	-0.64	

** Estimates*

Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (10,11,12,20,40,41,42,43); Customs (32,33,34); Ministry of Finance (51,52,53,55,56); M1=Currency in Circulation +Sight Deposits in LBP; M2=M1+Other Deposits in LBP; M3=M2+Deposits in Foreign Currencies +Other Financial Liabilities; M4=M3+Treasury Bills held by Non-Banking System

LEBANESE TRAINING CENTER

المركز اللبناني للتدريب

يقدم المركز اللبناني للتدريب دورات تدريبية متخصصة للتنفيذيين في مؤسسات الاعمال عبر مدربين وخبراء من ذوي الإختصاص والكفاءة. كما يوفر المركز خدمة تأجير قاعات التدريب المجهزة بأحدث التقنيات للمؤسسات الراغبة في تنظيم إجتماعاتها أو دوراتها التدريبية لدى المركز.

Lebanese Training Center

The Lebanese Training Center (LTC) offers specialized training programs to business executives through recognized trainers and experts. LTC also provides space rental and accommodation services in its modern and fully equipped premises for meeting and training purposes.

CCIB bldg. Justinien street, Sanayeh, Beirut, Lebanon
call center 1314 **ext** 15 | **T:** 01 353190 | **e.mail:** LTC@ccib.org.lb | www.ccib.org.lb

The Lebanese Training Center (LTC)
at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut & Mount Lebanon
is pleased to announce the upcoming trainings:

LEBANESE TRAINING CENTER

واجبات صاحب العمل تجاه وزارة العمل

المدرب المدرب : الأستاذ عادل ذبيان

رئيس الدائرة القانونية في وزارة العمل سابقا، مفوض الحكومة لدى مجلس العمل التحكيمي في الجنوب سابقا، مستشار وزير العمل.

٤ تموز ٢٠١٩
٩:٣٠ ص – ١:٣٠ ظ.
السعر : ١٠٠ دولار أميركي
(يشمل الضريبة على القيمة المضافة).

المفاوضات والعقود التجارية

المدرب : الدكتور غبريال شامي

مستشار وخبير قانوني و مالي وتجاري، مدرب ومستشار في الغرفة الدولية في باريس.

١٠ تموز ٢٠١٩.
٩:٠٠ ص – ٣:٠٠ ب ظ.
السعر : ٢٠٠ دولار أميركي
(يشمل الضريبة على القيمة المضافة).

التصريح الاسمي السنوي

المدرب : د. غازي قانصو

أستاذ محاضر في كلية العلوم الاقتصادية وادارة الاعمال، مفتش أول في الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي.

١٦ تموز ٢٠١٩ .
٩:٠٠ ق.ظ – ١:٠٠ ب.ظ
السعر : ١٠٠ دولار أميركي
(يشمل الضريبة على القيمة المضافة).

CV WRITING AND SCREENING WORKSHOP

TRAINERS: MRS. RANDA KARIME

HR PROFESSIONAL IN BANKING SECTOR & CAREER, LEADERSHIP AND PERFORMANCE COACH AT GROATH.

JULY 24, 2019
9:00 AM - 3:00 PM
COST: 230$ ALL TAX INCLUDED

For more information/registration:
01-353190 Call Center 1314 Ext 15 or email: ltc @ccib.org.lb
www.ltc.org.lb

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة في بيروت وجبل لبنان
Chamber of Commerce Industry and Agriculture of Beirut and Mount-Lebanon

BUSINESS OPPORTUNITIES

Stam Plast
Activity: Plastic & Industrial Accessories for Furniture/ Looking for Importers
Location: Greece
Email: stavroshois@gmail.com

Saponopiia Bellas B. and Sia OE
Activity: Soap/Looking for Importers
Location: Greece
Phone: 00302102460056
Email: vbellas@yahoo.com

Khan-El
Activity: Hazelnuts/ Looking for Importers
Location: Azerbaijan
Phone: 00994502504052
Email: Fuad.eldarov@khan-el.com

Loom Of Fruit D.o.o.
Activity: Anti-Hail Systems / Looking for Importers
Location: Serbia
Phone: 0038162587075
Email: dejan.skrgic@loomoffruit.rs
Website: www.loomoffruit.rs

IMS Quality Control
Activity: Fresh Onion/ Looking for Importers
Location: Gujarat - India
Phone: 00912844246192
Fax: 00912782446346/ 918066885792
Email: msquality@gmail.com
Website: www.exporterofonion.in or www.freshproduce.asia

Ronta (Xiamen) Co. Ltd.
Activity: Supplier of Bags/ Looking for Importers
Location: China
Email: steven@xmronta.com
Website: www.xmronta.com

CONFERENCES

Arab British Economic Summit 2019
Scope: Global
Location: London
Date: 03 July 2019
Email: imad.chaara@abcc.org.uk

Diploma in Professional Safety and Health
Scope: Safety and Health
Location: Egypt
Date: 07 July – 01 August 2019
Phone: 00201283887856
Email: raniarushdie@gmail.com
Website: http://www.arado.org/diploma.html

Global Manufacturing and Industrialization Summit (GMIS2019)
Scope: Global Economy
Location: Yekaterinburg - Russia
Date: 09 – 11 July 2019
Email: gmis@roscongress.org
Website: www.gmisummit.com.

The 22nd Annual Forum on Governance in Banks and Financial Institutions in the Arab World
Scope: Banking and Finance
Location: Beirut – Lebanon
Venue: ESA
Date: 10 – 11 July 2019
Phone: 009611377800
Fax: 009611364952/5
Email: Uab-conferences@uabonline.org

Sustainable Agricultural Development and Global Economic Growth
Scope: Global Economy
Location: United States of America
Date: 22 – 27 July 2019
Email: erika.biton@okan.edu.tr

Global Business Network
Scope: Global
Location & **Date:** New York 23 -24 July 2019
Toronto 30 – 31 July 2019
London 17 – 18 September
Phone: 00441274296346
Email: admin@globalbusinessnetworkshow.com
Website: www.globalbusinessnetworkshow.com

Colombo International Logistics Conference
Scope: Logistics
Location: Sri Lanka
Venue: Galadri Hotel
Date: 01 – 02 August 2019
Phone: 009615956037 – Embassy of Sri Lanka in Lebanon
Fax: 009615956033/ 34
Email: slemb.beirut@mfa.gov.lk

5th Eastern Economic Forum
Scope: Economy and Technology
Location: Vladivostok - Russia
Date: 04 – 06 September 2019
Phone: 007 (499) 7000 111
Email: info@forumvostok.ru

EU-MENA Private Sector Dialogue 2019
Scope: Finance
Location: Paris - France
Date: 05 – 06 September 2019
Phone: 009611377800 / 01.364881/5/7
Fax: 009611364952/5
Email: uab@uabonline.org

Belt and Road Investment Congress
Scope: Investment and Trade
Location: Xiamen - China
Date: 08 – 11 September 2019
Phone: 00865922859832 / 2859833
Email: jane@chinafair.org.cn / lai-hf@chinafair.org.cn
Website: www.chinafair.org.cn

Asia-Europe Innovation and Development Forum
Scope: Global
Location: Shandong Province – China
Venue: Shangri-La Hotel, Qingdao
Date: 10 – 11 September 2019
Phone: 00861086431090/ 86431024
Email: duziyu@ccoic.cn/ wangxiujuan@ccoic.cn
Website: www.chinafair.org.cn

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

EXHIBITIONS

Jordan Build 13
Industry: Construction
Location: Jordan
Venue: Amman International Motor Showroom
Date: 24 – 27 June 2019
Phone: 0795155264
Fax: 065928704
Email: jobuild@jcca.org.jo
Website: www.jordanbuild13-jcca.com

Karbala Shopping Festival
Industry: Consumer Goods
Location: Karbala - Iraq
Date: 03 - 13 July 2019
Phone: 009647834922950
Email: info@alaridh.com

Beirut International Beer Event
Industry: Beer
Location: Beirut - Lebanon
Venue: Beirut Hippodrome
Date: 04 - 06 July 2019
Phone: 00961 76 111 447
Instagram: https://www.instagram.com/beirutint-beerevent
Facebook: https://www.facebook.com/events/988984594633467

Food Expo
Industry: Food & Packaging
Location: Damascus - Syria
Date: 06 – 09 July 2019
Phone: 0113329291
Fax: 0113329290
Email: foodexposyrian@gmail.com
Website: www.foodexpo-syria.com

7th India International Silk Fair
Industry: Silk Fabrics and Garments
Location: India
Date: 15 – 17 July 2019
Phone: 011-40154181/ 26220134
Email: roisepc@gmail.com
Website: http://www.indiainternationalsilkfair.com/buying_registration_forms.php#ispc

Euskal Encounter 019
Industry: Hardware and software
Location: Bilbao - Spain
Date: 25 - 28 July –2019
Website: https://ee27.euskalencounter.org/
Al-Najaf al-Ashraf Shopping Festival

Consumer Goods
Location: Al-Najaf - Iraq
Date: 01 – 16 August 2019
Phone: 009647834922950
Email: info@alaridh.com

Universities and Information Technology Expo
Industry: Information Technology
Location: Erbil - Iraq
Date: 21 – 24 August 2019
Phone: 00964750449085 / 009647504490196
Email: info@eraaabo.com/ hardi@erbilfair.com

61st Edition Damascus International Fair
Industry: Consumer Goods
Location: Damascus - Syria
Date: 28 August – 06 September 2019
Phone: +961 1 826021/2 Union of Arab Chambers
Email: uac@uac.org.lb

Erbil Style-Home and Leather / 5p and Cosmetics
Industry: Furniture and leather / Cosmetics
Location: Erbil - Iraq
Date: 04 – 07 September 2019
Phone: 009647734458881 / 009647733300224
Fax: 00964662554433
Email: info@pyramidsfaireg.com/ iraq@pyramidsfaireg.com

Amman International Food and Drinks Expo
Industry: Food & Drinks
Location: Amman - Jordan
Date: 05 – 08 September 2019
Phone: 0096265516017/8
Email: info@pulsejo.net
Website: www.extile.net

China Arab Expo 2019
Industry: Trade
Location: China
Date: 05 – 08 September 2019
Phone: 00862034038939
Fax: 00862084352186
Email: ella@zxsanda.com

Agro Pomerania
Industry: Agriculture
Location: Poland
Date: 06 – 08 September 2019
Phone: 0035928431040

84 TIF- Thessaloniki International Fair
Industry: Global
Location: Thessaloniki - Greece
Date: 07 – 15 September 2019
Phone: 00302310291111
Fax: 00302310256822
Email: helexpo@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

Gift & Promo Fair
Industry: Gifts
Location: Azerbaijan
Date: 12 – 14 September 2019
Email: gift@ceo.az
Website: www.giftfair.az

ADPrint
Industry: Advertising and Printing
Location: Azerbaijan
Date: 12 – 14 September 2019
Email: adprint@ceo.az
Website: www.adprint.az

Belarussian Industrial and Investment Forum
Industry: Investment
Location: Minsk - Belarus
Venue: Roofed Soccer Arena, Minsk, Belarus
Date: 17 – 20 September 2019
Phone: 00375173143430/ 00375173143438
Email: rel@expoforum.by/ alexdas@exoforum.by

TehInnoProm
Industry: Information Technology
Location: Minsk - Belarus
Venue: Football Manege Sports Complex
Date: 17 – 20 September 2019
Phone: 00375173143430/ 00375173143438
Email: rel@expoforum.by/ alexdas@exoforum.by

Profsvarka - 2019
Industry: Welding equipment and Power sources
Location: Minsk - Belarus
Date: 17 – 20 September 2019
Phone: 00375173143430/ 00375173143438
Email: rel@expoforum.by/ alexdas@exoforum.by

Plastech
Industry: Technology and Innovation
Location: Minsk - Belarus
Date: 17 – 20 September 2019
Phone: 00375173143438
Email: nik@expoforum.by

Chemistry. Oil. Gas
Industry: Oil and Gas
Location: Minsk - Belarus
Date: 17 – 20 September 2019
Phone: 00375173143430
Email: alexdas@expoforum.by

Re-Build Syria
Industry: Construction
Location: Damascus - Syria
Date: 17 – 21 September 2019
Website: www.re-buildsyria.com

Agro Show Bednary
Industry: Agriculture
Location: Poland
Date: 19 – 22 September 2019
Phone: 0048(56)6514740/ (56) 623 31 25
Fax: 0048 (56)6514 44
Email: biuro@pigmiur.pl
Website: www.agroshow.eu/agroshow/en/

World Food Moscow
Industry: Food and Drink
Location: Moscow - Russia
Venue: Crocus Expo IEC
Date: 24 – 27 September 2019
Phone: 0074997500828
Email: Ekaterina.Kiva@ite-russia.ru
Website: www.world-food.ru

Directeur responsable: Rabih Sabra
Conseiller économique: Roger Khayat
Rédacteur: Marilyne Jallad.
Coordinateurs: Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes,
Maquette: Rita Roukoz Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

ECONEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

SANAYEH HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb
SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb
JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb
BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb

Private Sector Lobbying

Training adapted to your needs

Networking and Business Opportunities

Arbitration and Mediation for Business Conflicts

Export Support and Economic Info

ATA and TIR carnets to facilitate your trade

Become a member and benefit from our services

www.ccib.org.lb

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان